



VARSOVIE

les Entretiens

Réinventer l'Europe

Le 16 novembre 2013
Château Royal de Varsovie

Organisateur :



CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE FRANÇAISE
EN POLOGNE

FRANCUSKA IZBA
PRZEMYSŁOWO-HANDLOWA
W POLSCE

Partenaires :



SENAT RP



Réinventer l'Europe

Débat ouvert basé sur la libre expression d'idées et un échange d'expériences constructif, définition des valeurs communes et des manières de les mettre en œuvre au sein d'une Europe unie, transgression des préjugés et des conflits d'intérêt – voici les grands principes qui ont guidé les organisateurs et participants de la première édition des Entretiens de Varsovie. Les Entretiens, qui se sont déroulés le 16 novembre au Château Royal et avaient pour devise „Réinventer l'Europe”, ont rassemblé près de 200 participants, dont des représentants du monde des affaires, de la science, de l'art et de la politique. Le débat n'était pas concentré uniquement autour de la coopération entre la France et la Pologne et les hommes politiques, entrepreneurs et intellectuels de grande renommée ne se bornaient pas lors des discussions animées à réfléchir sur ce que les Polonais pourraient apprendre des Français et les Français des Polonais. Les panelistes de France et de Pologne, pays qui collaborent étroitement depuis 20 ans, se sont demandés comment changer la situation de l'Europe, qui depuis quelques années lutte contre une crise économique et une crise d'identité; quelle forme devra prendre la coopération entre les nations européennes pour surmonter ces problèmes au sein d'une Europe unie confrontée à de plus en plus de défis économiques, politiques et sociaux.

Dans ce but, la Chambre de Commerce et d'Industrie Française en Pologne a décidé de transférer en Pologne le mécanisme des Entretiens se déroulant à l'abbaye de Royaumont, une formule de débat des élites françaises qui a bien fait ses preuves depuis 10 ans.

Les entretiens ont été inaugurés par M. L'Ambassadeur de France Pierre Buhler, Jérôme Chartier, fondateur et président des Entretiens de Royaumont, ainsi que le sénateur Aleksander Pocij, président du groupe parlementaire franco-polonais.

Discours d'ouverture

Pierre Buhler – Ambassadeur de France en Pologne

La Pologne et la France se sont retrouvées



« Cet événement exceptionnel se déroule au moment le plus adéquat et dans un contexte extrêmement favorable », a souligné M. l'Ambassadeur de France au début de son discours, dont le leitmotiv était l'excellent climat des relations franco-polonaises, « le meilleur en vingt ans ». Le diplomate français, sans cacher sa satisfaction du fait que la première édition des Entretiens de Varsovie s'inspire de la « success story » française, c'est-à-dire des Entretiens à l'abbaye de Royaumont, a souligné que la Pologne, aussi bien que la France, ont

toutes les deux besoin d'initiatives de ce type, dépassant le cadre habituel et officiel des relations entre Etats. « Nous avons besoin de ponts, de relais de dialogue entre des sociétés civiles, des intellectuels, entre le monde des affaires et celui de la politique », affirmait-il en partageant sa conviction que les Entretiens confirmaient la nouvelle ouverture franco-polonaise et ajoutaient une nouvelle dimension aux relations entre les deux pays. Après une période d'incompréhension

et de tensions entre Paris et Varsovie, particulièrement visibles p.ex. lors de l'implication de la Pologne aux côtés des Etats-Unis lors de son intervention en Iraq ou au cours de l'orage généré par la directive européenne sur les services, dite directive Bolkenstein, lorsque le spectre du plombier polonais effrayait l'opinion publique française, les deux pays ont su créer une nouvelle configuration et s'y retrouver, pour aller de l'avant

M. l'Ambassadeur Pierre Buhler a cité de nombreux exemples de coopération entre les deux pays au cours des dernières années, à divers niveaux et dans de nombreux domaines. Le président polonais a rencontré son homologue quatre fois au cours des 18 derniers mois. Le caractère plus intense du dialogue politique au plus haut niveau a été confirmé au cours de ces quelques dernières années par une quinzaine de visites et entretiens bilatéraux entre ministres de la défense, des affaires étrangères, de l'agriculture, de l'environnement, de la numérisation et des affaires européennes.

Comme l'a cependant mentionné l'ambassadeur français, on devra remarquer les effets concrets de la nouvelle ouverture au niveau des relations bilatérales. Avant tout, l'alliance tactique lors des négociations difficiles sur le nouveau budget européen, favorisant la croissance économique. Grâce à cette alliance, la Pologne demeure au cours d'une nouvelle période de sept ans le plus grand bénéficiaire du Fonds de Cohésion (73 milliards d'euros). La France a quant à elle réalisé son objectif en sauvegardant les fonds dédiés à la Politique Agricole Commune, qui joue pour elle un rôle clef. Le dialogue stratégique entre la France et la Pologne au niveau gouvernemental, administratif ou des think thanks ne cesse de s'intensifier.

Selon l'ambassadeur français, le dernier sommet franco-polonais a été « une nouvelle occasion pour consacrer un partenariat franco-polonais pour avancer ensemble dans l'intégration européenne ». Il a ajouté que la Pologne avait longtemps été un pays pour lequel les relations avec les Etats-Unis étaient prioritaires. « Il semble aujourd'hui que la Pologne a été dégrisée de cette fascination et qu'elle a fini par comprendre au niveau de ses élites que le destin de la Pologne, c'est quand même d'être en Europe » – a souligné l'ambassadeur.

En conclusion, l'ambassadeur de France a exprimé sa conviction qu'avec cette nouvelle ouverture les relations franco-polonaises allaient être suffisamment solides et durables pour que les turbulences politiques, inévitables dans les relations internationales, soient surmontées à l'avenir. C'est la raison pourquoi les Entretiens de Varsovie, qui sont un débat en toute liberté entre la société civile, le monde des affaires et le monde de la politique, constituent un élément extrêmement important de cette ouverture.

Jérôme Chartier, Président des Entretiens de Royaumont

Des entretiens précurseurs et impératifs

« Quel plus bel évènement pour marquer ce dixième anniversaire des Entretiens de Royaumont que de créer en Pologne les premiers Entretiens de Varsovie ? ». Posant cette question rhétorique, Jérôme Chartier a qualifié l'initiative de la Chambre de Commerce et d'Industrie Française en Pologne de précurseuse, car les Entretiens de Varsovie sont le premier forum de ce genre inspiré des Entretiens de Royaumont en dehors de la France. Le premier de toute une série d'Entretiens qui auront lieu dans le monde entier dans les mois qui viennent. Leur président a adressé aux panélistes et au public un message clair: en cette journée, ils ont le grand privilège de pouvoir participer à la première étape d'un projet extrêmement ambitieux. La France, un pays unique de par son histoire, sa culture, sa tradition démocrate et sa réflexion sur la liberté, avait besoin d'un autre pays pour mettre en œuvre sa pensée universaliste. Il est devenu indispensable de trouver un lieu de rencontre qui soit en même temps un évènement



intellectuel, politique, économique et culturel, dans des pays tels que justement la Pologne, où la France est accueillie avec bienveillance. Et c'est donc à Varsovie que se réunissent les francophiles et les polonophiles cultivant des valeurs et idéaux similaires, dans le respect de leur diversité.

Comme l'a souligné Jérôme Chartier, les Entretiens de Varsovie sont avant tout un débat sur l'Europe. « Débattre de l'Europe est impératif. C'est impératif en cette période de crise financière, économique et sociale, car il est possible que dans 30 ans aucun pays membre de l'Union européenne ne fera partie du G8 » - avertissait-il. Il faut en être conscient et se poser la question si l'Union européenne est en mesure de mettre en œuvre les principes et objectifs qu'elle s'est fixée dans ses premières années d'existence, à savoir la concurrence qui stimule, la coopération qui renforce et la solidarité qui unit. La concurrence sans aucun doute - le plombier polonais est là pour le rappeler. La situation n'est pas aussi bonne en ce qui concerne la coopération, alors que c'est d'elle que

dépend en réalité le dynamisme du développement économique à long terme, et donc la place de l'Europe dans le monde de demain. Quant à la solidarité, elle reste un défi à l'heure où les populismes se réveillent. Une puissance économique telle que l'Union européenne ne peut pas se contenter de se mettre à la remorque de la croissance mondiale, en faisant le choix du « chacun pour soi », qui est en fait un non-choix, en ne privilégiant que la stabilité monétaire et financière.

Jérôme Chartier a posé deux questions fondamentales afin de, selon ses mots, stimuler les réflexions des participants des Entretiens de Varsovie. Premièrement, comment mettre en place la politique macroéconomique offensive dont l'Europe a aujourd'hui besoin ? Puis, quel rôle peuvent jouer la Pologne et la France pour donner une impulsion en faveur de la croissance et de l'emploi. Relever ces défis constituerait le meilleur moyen de rendre l'Europe populaire, de rapprocher la construction européenne des peuples que la crise n'a fait qu'en éloigner, et aussi de combattre le prosélytisme populiste dont les politiques démocrates font la cible.

En conclusion, le président a souligné que l'édition varsovienne des Entretiens constituera à l'avenir l'un des éléments renforçant la stabilité et l'équilibre de l'amitié franco-polonaise, et donc de l'avenir de l'Europe. Et il a ajouté que la présence à la première édition des Entretiens de Varsovie était un privilège rare. Dans 10 ans, lorsque tout le monde se rendra aux Entretiens de Varsovie parce qu'il faudra en être, les participants de leur première édition pourront dire avec fierté: nous y étions.

Aleksander Pociąg, Président du Groupe franco-polonais au Sénat Discuter et comprendre ce qui se passe en Europe

Le sénateur Aleksander Pociąg a commencé son intervention sur un ton qu'il a qualifié de très personnel, en mentionnant quelque chose d'exceptionnel qu'il a pu vivre l'année dernière. « Il y a de cela un an, à Royaumont, deux jours durant, dans un réfectoire médiéval, à l'endroit auquel les moines avaient mangé et écouté les Ecritures, j'ai pu participer aux échanges de penseurs, intellectuels, hommes politiques, présidents de grandes entreprises françaises. Des échanges sur la vie, le travail, le monde, l'Europe, l'économie. »

Impressionné par le niveau extrêmement élevé de ce débat, Aleksander Pociąg était surpris par le fait que les visions d'Europe aux yeux des Européens pouvaient être aussi différentes, indépendamment de la position géographique et des options politiques. Ainsi, au cours de ces deux journées de réflexions de l'élite française à Royaumont, consacrées aux scénarios économiques, dans le domaine de l'énergie notamment, ainsi que politiques, pour la France et l'Europe, on n'a presque pas parlé de la Russie. Le nom de l'Ukraine n'a pratiquement pas été cité, alors que la Pologne n' imagine pas que l'Europe et la Pologne elle-même puissent vivre en sécurité sans une Ukraine stable. Toute l'attention de Royaumont était concentrée sur l'Afrique, qui plus est sur l'Afrique francophone uniquement. Cet exemple montrait qu'il est justifié de poser quelques questions : combien d'Europe dans l'Europe ? Dans cette Europe qui peut avoir des vues diamétralement opposées quant à sa construction, où les lignes de division et les visions différentes du continent partagent non seulement divers pays, mais les pays eux-mêmes ? Et, de manière générale, comment peut-on avoir des visions si différentes du monde qui nous entoure ?



Selon M. Pociąg, la question fondamentale à se poser est la suivante: est-ce que nous, les Européens, sommes en mesure de développer un tel état d'esprit dans le cadre européen ? Les Entretiens de Varsovie ont pour objectif de contribuer à y trouver une réponse après une présentation par les participants de leurs options, visions, arguments et réflexions provenant des deux côtés de l'ancien continent.

L'avenir de l'énergie est un autre sujet important pour Aleksander Pociąg, incontournable au cours de cette conférence qui se déroule au même moment que le sommet sur le climat à Varsovie. « Là aussi, les divisions internes mises à part, nous avons affaire à des différences importantes entre les Etats membres de l'Union européenne » - a-t-il constaté. Sur ce sujet Aleksander Pociąg, suivant de manière intense depuis plus de deux ans les débats franco-polonais relatifs au panier énergétique national et européen, voit un autre exemple d'incompréhension à l'égard de l'approche polonaise. Du fait des coûts financiers et sociaux énormes, les Polonais ne peuvent pas se permettre de renoncer au charbon du jour au lendemain. Et bien qu'ils soient en même temps admiratifs du phénomène énergétique de l'Amérique du Nord, ayant trop d'espoirs liés au gaz de schiste censé assurer un avenir opulent et l'indépendance énergétique vis-à-vis de la Russie, ils ne pourront pas céder facilement aux arguments des écologistes, qui ne sont d'ailleurs ni clairs, ni sûrs. Que diraient d'ailleurs les Français si sous l'impact de la catastrophe de la centrale nucléaire de Fukushima la position actuelle de l'Allemagne sur l'atome prévalait en Europe et si les Polonais, sans comprendre les contraintes françaises, avaient réclamé la fermeture des centrales nucléaires françaises du jour au lendemain ? »

Cela est bien impossible » - conclut le sénateur. « C'est pourquoi nous devons discuter, pour comprendre ce qui se passe en Europe ». Malgré les intérêts fermes quelquefois impossibles à concilier complètement, l'excellent climat qui règne actuellement dans les relations franco-polonaises permet de tirer rapidement au clair les divergences résultant d'un simple malentendu ou de l'ignorance. D'autant plus que les relations franco-polonaises se caractérisent par un trait historique, absolument unique en son genre: jamais en plus de mille ans les deux pays n'ont dû avoir peur l'un de l'autre, ils n'ont jamais été sur le pied de guerre. Leurs intérêts ou alliances pouvaient ne pas être identiques, mais ils n'ont jamais été des ennemis. Et cela en vaut la peine de profiter de cette situation unique sur le Vieux Continent lors des discussions, y compris dans le cadre de ces entretiens, parce que l'on peut dire plus et être plus franc avec des amis, ajouta-t-il pour conclure.

Jean-Marie Cavada, Député européen, président du Mouvement Européen-France

Le panthéon d'une Pologne forte, pour un nouvel élan au sein d'une Europe forte



Le député européen a, comme il l'a souligné à de nombreuses reprises dans son intervention, une dette à l'égard de la Pologne, de la nation polonaise et de quelques-uns de ses dirigeants. En construisant, dans le contexte du débat sur la construction européenne, son « panthéon polonais intime, un panthéon des héros européens polonais et d'origine polonaise », il y a inclus des hommes politiques, prêtres, intellectuels, artistes et membres de l'opposition « anonymes » du temps de l'Europe divisée. Et il a constaté

qu'après une série de divers malentendus entre la France et la Pologne, le temps était venu pour prendre conscience une fois pour toutes que la Pologne est bien l'un des territoires qui constituent le centre de l'histoire de l'Europe. Pas le seul, car chaque pays européen fait son apport à l'élévation de la construction historique et compliquée qu'est l'Europe. Cette prise de conscience est très importante, car „les peuples qui ne connaissent pas leur histoire s'exposent à la revivre » constata-t-il, en citant Elie Wiesel, lauréat du Prix Nobel de la Paix. Et la Pologne, pays à une histoire si difficile et douloureuse, est carrément prédestinée à mener une lutte pacifique, mais décidée, pour un nouvel élan de la construction européenne. Justement en tant que l'un des pays partisans de la vision de cette nouvelle Europe dont nous avons tant besoin.

A côté des « icônes » historiques de l'Union européenne telles que Jean Monnet, Robert Schuman, Alcide de Gasperi, Charles de Gaulle ou Konrad Adenauer, Jean-Marie Cavada a rappelé les grands mérites « de ceux vivant derrière le rideau de fer de l'époque, de ces grands Polonais et Européens ». Il a rappelé que déjà au mois de novembre 1970, étant venu en Pologne, il s'est rendu compte de la vitalité extraordinaire des Polonais, nation qui du temps de la dictature communiste s'était déjà mise à l'écart du gouvernement totalitaire et essayait de vivre loin de la réalité communiste. C'est à ce moment-là que les intellectuels et membres de l'opposition polonaise lui ont fait prendre conscience qu'une révolte originale était en train de s'organiser. Une révolte des vrais Européens.

Le président actuel du Mouvement Européen-France a obtenu de l'aide de la part de ces

personnages „anonymes”, comme l’ingénieur électricien Edmund Bałuka, qui a été l’un des co-organisateurs des actions de protestation aux chantiers navals de Gdańsk. Des personnes comme celles faisant partie de la foule qui a fait preuve d’un courage inouï en manifestant sous les balles des hélicoptères militaires.

Parmi les grandes personnalités connues, Jean-Marie Cavada a cité tout d’abord les leaders de l’Eglise polonaise, dont le Primat Stefan Wyszyński, qui dans ses sermons devant des foules de plusieurs milliers de personnes « a dessiné la géopolitique pacifique du continent européen, montrant que la Pologne avait une intelligence stratégique tout-à-fait remarquable », le cardinal Józef Glemp et bien évidemment le cardinal Karol Wojtyła. Ce dernier a expliqué au Français-Européen venu de l’autre côté du Rideau de Fer une chose simple: que la liberté ne viendra pas suite à une confrontation entre les blocs Ouest et Est, mais grâce à un accord entre les forces communistes et l’Eglise Catholique, principalement allemande. „Ces grands hommes, tels que le chapelain de Solidarité, le père Jerzy Popiełuszko, ont certes donné espoir à leurs fidèles, mais ils ont surtout vitriolé la conférence de Téhéran et rejeté radicalement le partage de l’Europe entre l’est et l’ouest ”.

Parmi les hommes politiques et intellectuels polonais il a mentionné Bronisław Geremek, « grand connaisseur de la problématique géopolitique », qui lui a fait prendre conscience du fait que l’épicentre de l’Europe Centrale se trouvait justement en Pologne et que le Mur de Berlin deviendrait peu à peu plus petit, bien qu’il fut inconcevable à l’époque de penser qu’il allait tomber.

En terminant la liste des „bâtisseurs” du panthéon polonais et européen, en citant Marek Edelman, Andrzej Wajda, Krzysztof Kieślowski et Krzysztof Penderecki, Jean-Marie Cavada a souligné que sans une grande nation telle que la Pologne on ne pourrait même pas rêver d’un nouvel élan européen.

En parlant justement du nouvel élan de l’Europe, de son avenir, il a posé trois questions fondamentales: Pourquoi l’Europe ? Comment est-elle et comment devra-t-elle être ? Et pour qui ?

Pourquoi l’Europe ? Parce que le monde moderne ne fera aucun cadeau aux isolés. Il est facile d’expliquer aux électeurs et aux peuples qu’est-ce qu’est l’Europe et pourquoi la construction européenne est-elle si nécessaire. Sans un nouvel élan, l’Europe ne serait qu’un énorme marché qui se ruinera à acheter des produits fabriqués sur d’autres continents. C’est un message concret en ces temps de mondialisation, lorsque les Etats-Unis et l’Asie, et en fait deux Asies, c’est-à-dire la Chine et l’Inde, sont de plus en plus puissants, alors que le Brésil et l’Afrique vont les rejoindre bientôt.

Jean-Marie Cavada a donné une réponse tout aussi simple à la deuxième question. La mondialisation nous oblige à confier le pouvoir politique à une institution qui pourra réaliser des missions qu’aucun des pays membres ne peut réaliser individuellement. Il a lancé un appel à la mobilisation en faveur de la création d’un gouvernement politique, tout d’abord au sein de la zone euro, en signalant au passage qu’il ne faut pas démoniser les mésaventures de l’euro en accusant cette monnaie de tous les maux et de l’endettement, en particulier celui des pays du Sud. Et qui a besoin de l’Europe ? Selon lui, l’Europe n’est pas un projet abstrait, c’est un continent moderne, un continent de science et de culture, c’est en Europe que l’on a découvert l’atome, c’est en Europe que l’on a pu séquencer avec des équipes américaines le gène, c’est ici que les hommes scientifiques français et américains ont décrypté le virus VIH.

Mais c’est aussi l’Europe, où fleurissait la culture et l’art, qui a industrialisé la destruction des nations au cours des deux guerres mondiales. Il a souligné qu’à l’époque où les Européens se sont jurés de faire prévaloir la part civilisée de leurs êtres à la partie bestiale pour résoudre tous les conflits, il s’agit maintenant d’organiser l’Europe au niveau législatif et exécutif.

D'autant plus que nous avons actuellement en Europe deux ou trois pouvoirs exécutifs, sans mentionner la présidence tournante. Il faut donc un nouvel élan politique inspiré par les électeurs et c'est pour cela qu'il faut commencer un grand débat politique. « Il faut amener de l'espoir aux peuples d'Europe, leur expliquer que l'Europe est la seule défense possible devant la mondialisation; il faut appliquer ces politiques nouvelles, sociales ou autres, au nom de l'Europe et pour l'Europe » - a conclu Jean-Marie Cavada.

José Maria Gil-Robles, président de la Fondation Jean-Monnet pour l'Europe, ancien président du Parlement européen

Les valeurs communes au secours de l'Europe



« Notre débat porte avant tout sur des valeurs, sur nos valeurs européennes communes ». Selon l'ancien président du Parlement européen, c'est justement la question des valeurs communes qui est un sujet de plus en plus présent sur la scène européenne. Ces valeurs ne concernent et ne peuvent concerner qu'un seul pays isolé membre de la communauté. Le projet des Etats qui essaient de créer un espace uni de liberté, justice et sécurité fait que ces valeurs sont devenues communes pour les Européens il y a plus d'un demi-

siècle déjà. Parmi ces valeurs, le respect de la dignité humaine est une valeur phare. Au niveau des relations entre pays, c'est par contre le principe de la solidarité qui est fondamental; sans lui, on ne pourra pas comprendre l'actuel défi majeur de l'Union européenne : stimuler la croissance économique.

« Ces valeurs sont un élément unissant la majorité des 500 millions citoyens d'Europe » - souligna José Maria Gil-Robles. Il a signalé que ce n'était pas par hasard qu'il parlait justement de la majorité des citoyens, car on sait que dans certains pays la majorité ne les partage pas et n'est pas favorable aux idéaux d'une communauté organisée d'Etats européens, lui préférant une construction simple d'Etats-nations complètement indépendants.

Cependant, constata-t-il sur un ton optimiste, malgré de nombreux obstacles le noyau dur européen continue à se former et renforcer et même si de nombreux Européens s'éloignent les uns des autres, la majorité d'entre eux partagent cependant les valeurs fondamentales du système démocratique en vigueur au sein de la communauté. Il s'agit de valeurs telles que celles listées à l'article deux du Traité sur l'Union européenne avec les amendements introduits par le Traité de Lisbonne, à savoir le respect des droits et de la dignité humaine, de la liberté, égalité et démocratie.

C'est de ces valeurs, issues du grand triptyque de la Révolution Française, auxquelles on devra ajouter la justice, que résultent les valeurs restantes. L'ancien président du Parlement européen a exprimé son étonnement devant le fait que le principe de la solidarité n'ait pas été inscrit au Traité. Peut-être parce que jusqu'à l'arrivée de la dernière crise économique en Europe, sa valeur pour le continent sur lequel nous vivons n'a pas été suffisamment appréciée. Elle n'est donc pas citée en tant que valeur, même si on en parle en tant qu'objectif à l'article trois du Traité sur l'Union européenne.

Ainsi donc, mise à part la dignité humaine qui est une valeur acquise naturellement en soi, toutes les autres valeurs sont des objectifs, desseins et références, des points d'orientation pour les individus et les sociétés, des objectifs qui de toute façon ne pourront jamais être pleinement atteints. Malgré cela, ces objectifs nous unissent lorsqu'ils sont vraiment communs et divisent, lorsqu'ils sont livrés à de lourdes épreuves en temps difficiles.

José Maria Gil-Robles a ensuite rappelé deux phénomènes qui ont eu pour effet des grandes divisions en ce qui concerne l'implémentation de ces valeurs que l'on pourrait croire naturellement communes. Tout d'abord, les mouvements migratoires, intracommunautaires et à l'extérieur de la communauté, qui suscitent des réactions vives et des craintes irrationnelles, donnant lieu à l'apparition de partis racistes et xénophobes, ce qui est contradictoire avec l'idée même de la construction européenne. La peur de l'étranger fait des ravages au sein des partis qui, sous pression, veulent imposer des restrictions aux migrations. La crise économique que l'Europe est actuellement en train de vivre constitue le deuxième phénomène. Cependant, après les deux premières années de crise, lorsque certains auraient pu céder à la tentation de se refermer sur eux-mêmes et de se retirer du processus de l'intégration européenne, il s'est avéré que la notion de solidarité européenne, mentionnée par Monnet et Schuman dans la déclaration du 9 mai 1950, était suffisamment forte pour ne céder à aucun ouragan, quelle que soit sa puissance. Il s'avère qu'aucun Etat européen, quelle que soit sa puissance, ne peut permettre la faillite d'un autre Etat européen, combien faible soit-il.

La vraie preuve de la solidarité européenne a donc été le fait d'avoir trouvé 900 milliards d'euros, six fois le budget européen, pour aider les pays les plus touchés par la crise. Heureusement, souligne José Maria Gil-Robles, la majorité de ce montant (s'élevant à 700 milliards d'euros !) pourra être utilisée pour stimuler la croissance de l'économie européenne, car c'est à cela qu'il faut penser maintenant. Il s'est avéré d'ailleurs à l'occasion que l'euro est désormais une monnaie indispensable à tous les Européens, même dans les pays qui ne font pas partie de la zone euro.

A la fin de son discours, il a constaté que ces valeurs constituent justement le fondement et l'opportunité de l'Europe, car pour la première fois le Vieux Continent traverse une crise sans faire la guerre.

Comme cela se doit dans le cas d'un ancien Président du Parlement européen, il a souligné la grande importance des futures élections au Parlement européen, qui dispose du pouvoir décisionnel et possède une grande influence sur le futur destin du Vieux Continent. Les électeurs européens auront le choix : soit se mettre la tête dans le sable et laisser les autres influencer leurs destin, soit aller voter. On peut bien évidemment baisser les bras et dire que ce sont les grandes puissances ou les banques qui décident réellement du sort de l'Europe. Mais on peut également voter sur un parti qui partage ces valeurs communes, même si les partis dits eurosceptiques, que l'on pourrait qualifier d'europhobes, seront également nombreux.

Comme l'a constaté José Maria Gil-Robles dans sa conclusion, notre Europe commune doit être basée sur la paix et la prospérité.

Panel-débat :

Travail, chômage, retraite, famille, laïcité ... Avons-nous une politique européenne commune ?



Immigration, laïcité, travail, chômage, retraites, famille ... Les enjeux auxquels est confrontée l'Europe sont les mêmes dans tous les pays. Disposons-nous d'une approche commune face à ces questions ? Quelles caractéristiques communes pouvons-nous relever ? Les expériences de certains Etats peuvent-elles être aisément exploitées dans d'autres ?

Ont participé au débat : **Jacek Męcina**, vice-ministre du Travail, **François Colombié**, président du

conseil de surveillance d'Auchan pour la Pologne, la Russie et l'Ukraine, **Pierre Jean Coulon**, membre du Comité économique et social européen (CESE), **Paweł Kowal**, député au Parlement européen et président de la Délégation de la commission de coopération parlementaire UE-Ukraine. Le débat a été animé par **Maciej Bukowski**, président de Warszawski Instytut Studiów Ekonomicznych [Institut d'Etudes Economiques de Varsovie].

Le débat a porté sur les difficultés qu'affronte l'Europe touchée par la crise et sur les moyens d'en sortir. La discussion s'est focalisée sur les questions sociales et sociétales intégrant l'économie, les affaires, le travail et la famille. Tous les participants ont été, en principe, d'accord sur un point : les questions sociales qui, jusqu'à présent, ont été plus ou moins esquivées par des pays européens (à quelques rares exceptions près, par exemple la France), sous-estimées voire ignorées, sont devenues aujourd'hui les sujets politiques les plus brûlants et les plus discutés en Europe. Si l'Europe, qui selon les uns est toujours rongée par la crise et selon les autres en sort progressivement ou recherche des solutions pour affronter les transformations en cours, veut se retrouver dans le contexte actuel, les hommes politiques nationaux et européens doivent enfin comprendre que les sujets tels que la régulation du marché du travail, le passage de l'inactivité à l'emploi, la politique en matière de famille et de logement, les migrations, les systèmes de retraite et les enjeux démographiques sont fondamentaux. Certains intervenants, même s'ils se disent satisfaits de l'ouverture d'un vrai débat sur ces sujets, considèrent qu'il est urgent de se rendre compte qu'il ne suffit plus de débattre et qu'il faut agir de façon concrète et solidaire. Le soutien du monde des affaires est important : ce partenaire social a déjà tiré des enseignements de la crise et, dans certains cas, a mis en place des solutions innovantes.

Les premiers propos ont porté sur la crise elle-même, ses causes, ses manifestations et les moyens de sortie de crise. D'un côté, Pierre Jean Coulon a constaté qu'il ne fallait pas parler de crise mais plutôt de transformations survenant dans le monde ; des transformations auxquelles l'Europe - en tant que communauté de 28 Etats dont certains ont adopté la monnaie unique et d'autres envisagent de le faire - peut s'adapter solidairement et y faire face. Il ne faut pas raisonner et envisager « moins d'Europe » mais réfléchir comment faire pour qu'il y en a « davantage ». Il a cité le Monténégro et le Kosovo en tant qu'exemple de transformations à priori paradoxales : les deux utilisent l'euro comme moyen de paiement sans, toutefois, faire partie de la zone euro.

De l'autre côté, le député Paweł Kowal a remarqué que des voix alarmistes annonçant la

fin de l'Europe rongée par la crise étaient infondées et stériles : toute l'histoire de l'Europe est construite autour de la notion de crise et de sortie de crise. Même si, comme l'a remarqué Maciej Bukowski, animateur du débat, la crise pouvait être légitimement évoquée par le monde des affaires qui avait douloureusement ressenti une baisse considérable de la demande de ses produits et une brusque chute de la consommation. Quel enseignement il en a tiré ? Est-ce que le monde, à l'issue de la crise, sera complètement différent pour le business ? Est-ce que les entreprises embaucheront et licencieront autrement que par le passé ?

En s'interrogeant comment était-il possible de ne pas prévoir une telle crise, comment pouvait-on rester aussi passif et attendre que les gens et leurs drames nés de cette crise provoquent enfin le réveil des Etats et du business, François Colombie a cité l'une des recettes possibles. Il faudrait, par exemple, envisager la « relocalisation » des emplois, c'est-à-dire le transfert des postes de travail, et réfléchir comment soutenir l'Etat pour que les emplois soient créés en Europe.

La question de l'emploi a été l'un des grands sujets sociaux débattus. Les intervenants étaient d'accord sur un point : c'est justement le chômage qui est l'une des conséquences les plus palpables de la crise, et notamment le chômage des jeunes. En Europe, la situation dans ce domaine est variée, mais partout inquiétante. Dans les pays de l'Europe du Sud où le chômage est devenu un enjeu politique, on peut même parler de la génération sacrifiée. En Allemagne et en Autriche, où il existe un modèle éducatif parallèle, où la formation a lieu sur le lieu de travail et l'employeur est tenu de préserver les emplois (ce qui signifie qu'il n'y a pas de barrière au moment du passage du système éducatif vers le marché du travail) la situation est nettement meilleure, a expliqué le vice-ministre Jacek Męcina.

Il a remarqué également, à l'instar du député Paweł Kowal, que les expériences et les enjeux dans ce domaine étaient analogues en Pologne et en France. L'eurodéputé a indiqué que dans dix voïvodies le taux de chômage des jeunes de moins de 25 ans est supérieur à 25%, ce qui indique que la Pologne rencontre les mêmes difficultés que la France, l'Italie ou l'Espagne. Le vice-ministre du Travail a rappelé qu'en Pologne le taux de chômage des jeunes est, tout comme en France, deux fois et demie supérieur au taux de chômage européen global. Les similitudes s'arrêtent là. Le ministre Męcina voit la solution de ce problème essentiellement dans une intervention active de l'Etat sous forme, entre autres, de dispositions légales telles que les garanties légales pour les jeunes (chaque jeune doit obtenir du pôle d'emploi un soutien ou une offre d'adaptation au marché du travail). Il a parlé également de formations innovantes, réalisées en partenariat avec des agences privées et des ONG, qui transformeront l'image institutionnelle du marché du travail (on ne parlera plus d'agents mais de conseillers), et du soutien aux initiatives dans l'enseignement supérieur (un projet d'entreprise de l'étudiant en fin d'études sera cofinancé avec un prêt à taux préférentiel, pouvant être partiellement amorti). Il a souligné l'importance et la priorité des initiatives visant à valoriser le potentiel humain. Il faut s'intéresser aux personnes passives sur le plan professionnel (environ 10%), très souvent découragées par le travail, au chômage, pour comprendre que l'intervention et des investissements substantiels dans la formation sont nécessaires. Pour résumer, il a constaté qu'une telle intervention, allant de pair avec la conjoncture et les programmes d'investissement des sociétés, pouvait vraiment apporter des



résultats.

Selon Paweł Kowal, il faut tout faire pour encourager l'esprit d'entreprise : c'est une priorité absolue. « Il est utile de mettre à disposition de dix diplômés quelques dizaines de milliers de zlotys pour la création de leur première entreprise et même si un seul le réussit, il est prêt – comme montrent les études – à donner du travail à ses collègues » a-t-il expliqué. Faisant référence aux propos du vice-ministre, il a qualifié de « terrifiante » la loi en faveur de l'emploi des jeunes et a considéré que les formations n'apportaient du travail qu'aux fonctionnaires qui les animaient. Il a cependant exprimé sa satisfaction de la prise en compte, par les politiques, de la controverse autour des problèmes sociaux. Cette controverse, tellement nécessaire en Pologne et en Europe, a été très présente durant toute la réunion-débat.

Un autre sujet sociétal abordé portait sur la famille et la conciliation des obligations familiales avec la vie professionnelle. Le débat a commencé avec un constat général sur les évolutions démographiques et, plus précisément, sur la crise démographique dont l'Europe parle de plus en plus fort depuis 10 ans. D'un côté, il existe des pays comme la Pologne et, généralement, des pays de l'Europe du Nord, où la natalité est faible. A l'opposé, il y a la France dont le taux de natalité est suffisamment élevé pour que la population reste stable et qui est un modèle à suivre en matière de protection de santé et d'espérance de vie. Les intervenants se sont demandés quelle politique familiale devait être menée par les Etats, quel était le rôle des entreprises et des entrepreneurs, comment conciliaient-ils les devoirs professionnels et familiaux sans nuire à leur propre business, quels arguments avaient-ils pour convaincre les salariés à travailler chez eux et à les fidéliser.

Dans ce domaine, la Pologne et la France se trouvent presque à l'opposé. Le vice-ministre Jacek Męcina parlait de la démographie « désastreuse » en Pologne, Pierre Jean Coulon expliquait pourquoi la France n'avait pas de tels problèmes démographiques. La politique familiale française est poursuivie depuis plus de 70 ans. Les premières lois en faveur de la famille datent de l'entre-deux-guerres, les allocations familiales ont été mises en place peu après la guerre, sous la houlette du général de Gaulle. Cette politique familiale s'est intensifiée avec le temps. Elle continue : c'est une politique globale, historique, au-delà des clivages politiques. De nombreuses solutions ont été mises en place, également au niveau des entreprises (par exemple des crèches d'entreprise qu'on ouvrait déjà il y a trente ans), ce qui permet de concilier le travail et l'éducation de l'enfant, de créer des emplois autour de ces crèches et d'intégrer l'enfant de trois ans dans un processus éducatif général. Dans ce domaine, la France est un exemple à suivre.

En Pologne, on commence à peine à proposer quelques solutions, relativement nouvelles, inconnues jusqu'alors. Même si ces questions font déjà partie des sujets politiques brûlants, ce qui réjouit le député Paweł Kowal, la politique familiale en Pologne est toujours en discussion. Jacek Męcina a reconnu qu'à l'heure actuelle en Pologne il était difficile d'arriver à un consensus en matière sociale. Le débat est déjà lancé, les études montrent que pour les jeunes désireux de fonder une famille le travail et la sécurité (y compris les assurances sociales et les congés parentaux) restent prioritaires. On réfléchit également à la politique RH, c'est-à-dire à la conciliation des obligations familiales et professionnelles, y compris au niveau de l'entreprise. Ces questions sont soit nouvelles, soit controversées. Les allocations familiales sont actuellement symboliques mais, une fois augmentées, elles pourraient donner une marge de sécurité pour certaines familles. Mais elles coûtent cher et la Pologne doit réduire son déficit : d'où le dilemme et le report de financements. Selon le ministre, il s'agit d'une étape où l'on observe l'impact budgétaire des solutions mises en œuvre.

Le député Paweł Kowal a souligné qu'en matière de politique familiale il tablerait sur les mesures fiscales, sans exclure d'autres instruments. Un seuil non imposable plus élevé, la réduction par enfant plus forte, la possibilité de réduction pour d'autres prestations, peut-être même sur la cotisation ZUS [Sécurité sociale]. Pour que ces familles (cela concernerait, par

exemple, l'intelligentzia et les classes moyennes polonaises qui sont peu fortunées) puissent pleinement profiter de moyens financiers qui aujourd'hui restent théoriques, le revenu de ces familles étant souvent insuffisant.

L'animateur du débat Maciej Bukowski a remarqué que les hommes politiques avaient encore beaucoup à faire pour convaincre les gens d'avoir des enfants, de concilier le travail et la vie familiale car pour de nombreux Européens, notamment en Europe du Sud, ce défi reste trop lourd. Il semble que les entrepreneurs le comprennent. Certains sont même allés plus loin : ils persuadent leurs salariés qu'il est bon de travailler dans leur société, d'être lié à l'entreprise et même y rester toute sa vie.

L'exemple de la politique du groupe Auchan semble le plus parlant. « J'en suis la meilleure preuve car je travaille dans la même société depuis 35 ans » a précisé François Colombié. Le président du conseil de surveillance d'Auchan pour la Pologne, la Russie et l'Ukraine a expliqué comment, parallèlement à la politique « traditionnelle » de la société visant à faciliter la vie des salariés (une rémunération adéquate au marché ou la mise en place de crèches d'entreprise), on pouvait proposer des solutions pour concilier la politique familiale et l'entreprise. Parmi ces solutions il y a l'actionnariat salarial, c'est-à-dire la participation des salariés aux résultats de l'entreprise, qui non seulement crée un lien entre le personnel et l'entreprise, mais apporte au salarié un capital, suivant le principe « on est tous dans le même bateau ». François Colombié a cité l'exemple d'un salarié qui après 25-30 ans de travail part à la retraite avec 300 000 euros. Les premières actions achetées à l'époque valaient 10 francs chacune contre 380 euros aujourd'hui. François Colombié recommande une telle solution (92% des salariés du groupe Auchan en Pologne sont actionnaires) à des sociétés polonaises, même si les autorités polonaises considèrent qu'il est « encore trop tôt », faute de lois correspondantes. Cette solution serait avantageuse pour le budget : la Pologne n'est pas encore en mesure de proposer un système d'allocations familiales à la française qui coûte des centaines de milliards d'euros.

Paweł Kowal a partagé cet avis et a remarqué qu'en assurant l'accès à la propriété on relevait les défis posés par les migrations. Ceci est particulièrement important en Pologne où l'émigration économique est devenue un sujet brûlant. « Travail, logement, famille » : tel devrait être, selon l'eurodéputé, le leitmotiv du débat. En parlant du « logement », il faisait allusion non seulement à l'endroit où les gens habitent, mais aussi à la propriété. Celui qui possède en Pologne un bien, des participations, un bout de terrain restera au pays et n'ira pas à Londres, même si le salaire y est plus élevé. La Pologne vit la dernière étape des transformations ; c'est le dernier moment pour favoriser l'accès à la propriété non pas par une distribution irréfléchie, mais selon des principes depuis longtemps mis en place, par exemple, par le groupe Auchan. Sans cela les réformes du marché du travail et celles de la politique familiale ne pourront aboutir.

Pour résumer, le vice-ministre Jacek Męcina est revenu à la question du potentiel humain non utilisé. Il y voit un problème européen fondamental. C'est aussi une question portant sur l'organisation de l'économie et des politiques publiques pour favoriser l'emploi. C'est un défi particulièrement important pour la Pologne. Il ne se résume pas à la régulation mais intéresse aussi les entreprises et la gestion des ressources humaines. Cela requiert un espace plus grand et une meilleure flexibilité sur le marché du travail. Paweł Kowal s'est montré toutefois sceptique, en précisant que le ministère du Travail avait un potentiel limité et qu'il fallait donc fixer des priorités, indépendamment des bonnes initiatives gouvernementales. C'est l'esprit d'entreprise qui est la première des priorités, faute de quoi dans dix ans la Pologne deviendra un pays de fonctionnaires.

Le débat s'est terminé sur une conclusion générale, partagée par tous les intervenants : la politique familiale ne se construit pas en quelques années, mais à long terme. La diversité des avis, visions et opinions exprimés a montré l'importance des questions sociales. Il semble que la Pologne ait compris ce que la France avance depuis longtemps : ces questions sont

absolument prioritaires. A la fin du débat, Pierre Jean Coulon a constaté que la discussion ne devait pas faire penser qu'il existait une politique polonaise et une politique française où qu'il y avait 28 politiques distinctes des pays européens. Un tel raisonnement et une telle voie signifieraient la « fin de l'Union ».

Panel-débat :

L'Europe - terre promise. Comment bâtir des puissances économiques européennes ?



Il existe aujourd'hui 28 politiques industrielles différentes. L'UE a besoin d'une stratégie commune susceptible de soutenir des grandes entreprises comme, par exemple, Galileo ou Airbus. C'est le seul moyen de s'opposer à la puissance chinoise. Comment créer un nouvel Airbus en 2013 ?

Au débat animé par **Tomasz Lis**, rédacteur en chef de l'hebdomadaire Newsweek, ont participé : **Isabelle Benoliel**, ancienne directrice générale de la Commission européenne et

présidente de l'Association Jean Monnet, **Jacek Adamski**, directeur général adjoint de l'organisation des employeurs privés PKPP Lewiatan, **Frédéric Amoudru**, président de BNP Paribas Bank Polska S.A. et **Anna Chaberek**, étudiante de SGH.

L'Europe est « sexy ». Son indiscutable attrait est connu dans le monde entier, sur tous les continents. L'Europe est prospère, elle attire et impressionne, séduit par sa tradition et sa culture, elle a ses champions économiques, ne serait-ce que dans les secteurs du spatial et de l'aéronautique. Mais, par ailleurs, l'Europe est malade, ralentie, paralysée par sa bureaucratie, menacée par des mouvements radicaux et extrémistes, déjà profondément « désindustrialisée » par la Chine avec laquelle elle veut rivaliser. Les entreprises européennes en souffrent tout comme l'industrie européenne. Ce diagnostic est-il vrai ? Si oui, comment peut-on assainir l'Europe, quelles sont les recettes possibles, comment construire sa puissance ? L'Europe est exceptionnelle à l'échelle du monde et personne n'en doute. Il en existe des preuves palpables, comme l'a souligné Jacek Adamski: d'une part, des immigrants très pauvres de l'Afrique du Nord tentent de rejoindre le Vieux Continent sur les barques, d'autre part des milliers de riches Chinois achètent des biens immobiliers en Europe du Sud pour obtenir le droit de séjour et des dizaines de milliers de Russes, d'Ukrainiens, d'Indiens viennent en Europe. Cette terre promise attire par son niveau de civilisation et son niveau de sécurité. L'Europe ne compte que 7% de la population mondiale mais elle représente plus d'un quart du PIB mondial et du commerce mondial, et ses universités sont parmi les meilleures au monde. Elle fournit aussi une liste impressionnante des prix Nobel, des brevets etc.

Les intervenants ont été d'accord sur ce diagnostic général. Cependant, dès que le débat s'est focalisé sur la place du Vieux Continent au sein d'un nouveau monde globalisé, on ne parlait que de l'Europe malade, plus ou moins gravement ou, au mieux, essoufflée dans la course contre ses concurrents puissants, notamment la Chine.

« L'Europe attire mais elle attire par ses services ; or, les seuls services ne garantissent pas le développement car il est impossible de les développer sans les nouvelles technologies

et les nouvelles industries » a constaté, pour commencer, Anna Chaberek, étudiante de SGH.

Est-ce que, dans ce contexte, l'Europe peut se doter d'une stratégie de développement industriel commune pour faire face aux nouveaux enjeux, pour combattre le chômage, entre autres grâce au secteur industriel capable de se réinventer et de concurrencer la Chine ? Cette stratégie commune est-elle utile ? Son adoption est-elle possible ?

Une intervention optimiste d'Isabelle Benoliel, ancienne directrice générale de la Commission européenne, a anticipé une série de propos pessimistes, en citant des exemples réussis de la politique industrielle européenne : Ariane, c'est-à-dire une famille de lanceurs civils européens de satellites, créée déjà dans les années quatre-vingt et, surtout, le consortium Airbus, l'un des fleurons européens, un vrai concurrent de Boeing qui emploie 63 000 personnes dans cinq pays de l'Union européenne. Pourquoi ne pas réfléchir à d'autres domaines industriels capables de produire d'autres champions européens ?

Frédéric Amoudru du BNP Paribas n'a pas partagé cet optimisme. Après avoir rappelé qu'à l'échelle européenne 63 000 emplois étaient un chiffre très modeste par rapport à 500 millions de citoyens de l'Union, il s'est opposé à cette conception « très élitiste » de l'économie avec quelques champions européens et sans les PME locales, innovantes et compétitives fonctionnant dans un environnement respectueux. L'Europe ne pourra pas imposer son industrie sur les marchés concurrentiels avec ses quelques rares groupes exceptionnels. Il a constaté que la Chine réalisait de façon volontariste sa propre stratégie d'industrialisation par la « désindustrialisation » de l'Europe (en bravant complètement, par sa politique de change, les principes de libre échange commercial) et a cité l'exemple concret de l'ancien bassin textile européen de la région de Łódź. Il a évoqué cinquante wagons remplis d'articles textiles qui, tous les quinze jours, arrivent de Chine et repartent vides, tandis que l'industrie textile polonaise est en train de disparaître. Il faut donc réfléchir sur des mesures susceptibles d'imposer aux Chinois l'adoption d'un taux de change réaliste pour affaiblir leur compétitivité externe et protéger des centaines de milliers d'emplois en Europe. Il faut repenser en profondeur la politique de change et réagir, car l'Europe est restée passive quand la Chine limitait de façon autoritaire l'appréciation de son taux de change pour maintenir son avantage compétitif. Faute de mesures adaptées, la politique industrielle commune ne servira à rien, tout comme les milliards d'euros injectés dans les subventions et programmes divers qui ne font qu'augmenter le déficit et plombent les contribuables européens. Sans des mesures volontaristes le processus de désintégration de l'industrie européenne s'accroîtra et conduira à la désindustrialisation complète de l'Europe.

Jacek Adamski de PKPP Lewiatan a été encore plus sceptique quant au projet de politique industrielle européenne commune. Selon lui, une telle politique est tout simplement impossible même si l'Union européenne a son commissaire en charge de l'industrie. La Commission européenne semble d'ailleurs le reconnaître ; sa politique économique intégrée, applicable de 2010 à 2020, vise à créer les conditions pour renforcer la compétitivité, et non à développer des secteurs concrets ou les abandonner, à l'exception du secteur aérospatial qui bénéficie de financements spécifiques. Le programme de soutien à l'innovation (Horizon 2020) dispose de 80 milliards d'euros, ce qui paraît énorme, même si l'Allemagne, pour financer la recherche et le développement, dépense à peu près le même montant en une seule année et non sur 7 ans. Cela montre que l'Union n'a pas de moyens à l'échelle de l'ensemble de la communauté pour financer la politique industrielle quelle qu'elle soit. Dans ce secteur, l'Union ne peut agir qu'en matière de régulations où, par ailleurs, il reste beaucoup à faire dans le domaine de la standardisation, de la propriété industrielle et des brevets.

Sur le bien-fondé des régulations, les avis ont été partagés. Anna Chaberek se disait sceptique par rapport aux régulations européennes : elles n'apportent rien dans la vie courante et toutes les stratégies communautaires successives, pour les années à venir, se ressemblent beaucoup. L'Europe est-elle en mesure de mettre en place des régulations homogènes ? Est-il

utile de s'interroger sur un problème qui n'est pas réaliste ?

D'après Jacek Adamski, ces réglementations sont des obstacles à l'esprit d'entreprise. Il faut les supprimer et ceci à tous les échelons : pour les start-up et les grandes entreprises. Certains obstacles apparaissent déjà au niveau national, d'autres au niveau européen. On peut citer des dizaines de réglementations européennes qui entravent le monde des affaires. En dehors de l'Europe, les obstacles de ce type sont inexistantes ou moins lourds : c'est l'une des raisons de la concurrence déloyale. Le vice-directeur général de PKPP Lewiatan a évoqué un livre noir des barrières économiques que son organisation publiait tous les ans. L'édition 2013 comptait 365 pages, à l'instar du nombre de jours de l'année. « Si l'on voulait rédiger un livre noir des barrières dans toute l'Union, on aurait probablement plusieurs volumes. Arrêtons de nuire ou, au moins, limitons les obstacles pour le business » a-t-il lancé.

Isabelle Benoliel n'a pas partagé la vision de l'Europe meurtrie par ses propres réglementations et contraintes excessives. Il ne s'agit pas, évidemment, de multiplier les réglementations pour le plaisir de le faire, mais elles sont indispensables. Il est nécessaire de se mobiliser et de mettre en œuvre des normes communes, ne serait-ce que des normes « soft ». Ainsi, tous pourront fonctionner dans des conditions égales et on pourra négocier la mise en place de ces normes à l'échelle internationale. Cela renforcera la politique antidumping qui a déjà fait ses preuves, par exemple en matière de panneaux solaires, et a contraint les Chinois à tenir compte des coûts de fabrication effectifs. Les réglementations et la politique commune peuvent s'avérer « positifs » dans des domaines tels que la voiture électrique écologique - des technologies nouvelles, mais aussi un nouveau marché qui requiert l'infrastructure et la production. Les entrepreneurs européens doivent agir ensemble, sinon ce marché sera « avalé » par l'industrie asiatique ou l'industrie américaine. Commune et régulée, la politique industrielle européenne constitue donc un outil pour ne pas « rater le train » ce qui, comme l'a reconnu la présidente de l'association Jean Monnet, s'est déjà produit à plusieurs reprises. Il convient donc de mettre en place une politique commune pour relever les défis tels que la stratégie Cloud Computing, car le marché du calcul en nuage se développe lentement dans l'Union européenne. « Aucun pays, aucune entreprise ne sera capable d'agir en solitaire. Il faut agir ensemble, comme pour Airbus, Galileo etc. » a-t-elle constaté. « Sinon l'Europe deviendra tout simplement un musée en plein air que les gens visiteront pendant les vacances avant de s'en aller. Est-ce que c'est bien l'Europe que nous voulons ? » a-t-elle demandé.

Dans un contexte de ces hautes idées axées sur l'action commune, l'égalité des chances et la concurrence loyale évoquée par Isabelle Benoliel, l'animateur du débat Tomasz Lis a posé une question : ne peut-on pas penser que l'Europe puisse guérir si elle se libère un peu du poids de ses idées fondatrices pour protéger, entre autres, son industrie ? Selon Anna Chaberek, la maladie de l'Europe résulte, en partie, de son « politiquement correct » exagéré : l'Europe craint d'être soupçonnée de protectionnisme excessif, tout en observant la Chine qui protège ses entreprises et l'Amérique qui soutient son industrie. Par ailleurs, il faudrait s'interroger si un autre principe « sacré » de l'Union - la politique anti-monopole et les procédures régissant la fusion des sociétés - n'est pas une autre entrave bureaucratique pour notre continent.

Ce sujet a été repris par Christophe Dubus. Il a cité l'exemple du groupe Auchan qui avait récemment repris les hypermarchés Real ce qui, à l'échelle européenne, représentait une très grosse transaction, estimée à un milliard et demi d'euros. Le groupe français devait attendre l'autorisation de l'Office de la Protection de la Concurrence et des Consommateurs presque un an. Ce délai, qui serait de deux semaines aux Etats-Unis, entrave la bonne gestion. Comment être compétitif dans ces conditions ? Ne faudrait-il pas simplifier les procédures en mettant en place une gouvernance européenne capable d'avoir une vision globale des entreprises européennes et de les soutenir efficacement, au niveau des Etats, pour les protéger des concurrents continentaux, créant ainsi des vrais champions européens ?

Jacek Adamski a souligné la nécessité de lever les obstacles de ce type, non seulement pour les start-up ou les petites sociétés innovantes, mais aussi pour les grands groupes. La

procédure antidumping sur plusieurs années et les procédures administratives de deux ans en cas de fusion sont intolérables car elles sapent le business. Le monde du business tient aujourd'hui pratiquement les mêmes propos qu'il y a un an, cinq ans ou dix ans, mais peu de changements en la matière ont été constatés dans l'Union européenne. Les procédures administratives excessives ne sont qu'un des maux, qu'un élément de la faiblesse européenne face à laquelle l'Europe reste toujours impuissante.

Isabelle Benoliel n'a pas partagé cet avis. Elle a rappelé que les procédures de validation des fusions étaient quasi identiques aux Etats-Unis et en Europe. La Commission européenne applique des règles très strictes et rigoureuses en matière de concentration ; lorsque la décision n'est pas prise en deux mois, alors, en simplifiant, la fusion est validée tout comme aux Etats-Unis. D'ailleurs, la Chine commence, petit à petit, à respecter les règles de concurrence. « Je vous prie de m'indiquer où l'Europe aurait affaibli son champion potentiel en menant une politique antieuropéenne. Depuis que les règles de contrôle des fusions existent, c'est-à-dire depuis 25 ans, seules 24 fusions sur quatre mille ont été interdites » a-t-elle remarqué. Selon elle, l'Europe n'est pas un organisme malade et écrasé par la bureaucratie, nuisible à la création d'emplois et à la compétitivité. Il est vrai, en revanche, qu'on a besoin d'un véritable pouvoir politique à l'échelle européenne, de courage pour exercer ce pouvoir, d'union politique, d'union bancaire, faute de quoi l'Europe sera menacée par le déclin, le radicalisme, l'extrémisme nourris par la déception des citoyens, notamment à cause du chômage. C'est pour cette raison qu'il est nécessaire de renforcer les entreprises dans toute l'Union européenne afin d'accroître la visibilité et la compétitivité de l'Europe dans le monde.

A la fin du débat, ses participants se sont demandés comment stimuler la compétitivité de l'Europe et de son industrie. Que faut-il faire pour – tel que relevé par Frédéric Amoudru – s'opposer à la « manipulation structurelle » de la Chine qui enregistre déjà un excédent commercial de 170 milliards dans ses échanges commerciaux avec l'Europe ? Il faut soutenir les entreprises européennes, sans quoi elles ne pourront faire face à la concurrence déloyale chinoise, a-t-il souligné. Une question demeure : soutenir ne voudrait-il pas dire « ne pas gêner » ? On a parlé également de la nécessité de modifier le système éducatif à l'échelle européenne, de mettre en place un enseignement technique pour que les jeunes ne choisissent pas aveuglement des études axées sur les secteurs financier et bancaire, présentés comme d'avenir, mais plutôt des carrières d'ingénieur afin de mettre à profit le potentiel technique européen et de développer les atouts technologiques de l'Europe.

« Si la croissance économique en Europe oscille entre -0,5 et +0,5%, il est inutile de se faire des illusions. La croissance doit atteindre au moins 2% à l'échelle de toute l'Europe : seulement avec ce résultat nos problèmes pourront être résolus d'une façon ou d'une autre » a constaté, pour terminer, Jacek Adamski.

Il faut donc « aller de l'avant ». Cet avis a été partagé par l'ensemble des participants qui ont, toutefois, proposé des solutions variées. Certains voient dans la politique commune, y compris en matière d'industrie, un enjeu. D'autres considèrent que la politique commune est, au mieux, une utopie et, au pire, un frein dangereux au développement et à l'esprit d'entreprise.

« Moi et ma génération, nous aimerions rester confiants : des bonnes idées sont possibles et réalisables. Et ceci en Europe, sans craindre la concurrence des Etats-Unis ou celle des autres continents. Nous pouvons continuer de créer notre belle Europe » a résumé avec optimisme Anna Chaberek.

Panel-débat :

L'Europe face aux défis environnementaux et énergétiques



L'énergie offre l'un des plus grands potentiels capables de soutenir la croissance en Europe. Son obtention à partir de ressources naturelles peut nous apporter de nombreuses opportunités de développement. Toute économie qui n'en tiendra pas compte est vouée à l'échec.

Ont participé au débat : **Marcin Korolec**, ministre de l'Environnement, **Marek Kamiński**, explorateur polaire, **Philippe Castanet**, président d'EDF Polska, **Maximilien Rouer**, président

et associé de la société de conseil en stratégie BeCitizen et **Michał Kurtyka**, président du conseil de surveillance de BPI Group.

Les défis, missions et opportunités des politiques environnementale et énergétique débattus par les participants n'ont pas été limités au contexte européen. Les aspects économiques, politiques, sociaux et technologiques ont été abordés dans leur dimension mondiale. La dimension philosophique et une vision humaniste, universelle de l'avenir de l'homme et de la planète n'ont pas été oubliées. C'est probablement grâce à cette diversité que le débat ne s'est pas limité à une simple opposition caricaturale entre la Pologne misant sur le charbon et la France misant sur le nucléaire.

Marek Kamiński, explorateur polaire et entrepreneur, a ouvert le débat avec son propos philosophique et fondamental : il est possible de choisir entre plusieurs énergies, opter pour l'énergie verte ou l'énergie nucléaire, les mixer pour bénéficier du modèle de développement durable, mais l'homme a-t-il vraiment besoin de cette énergie ? La question énergétique, celle de l'énergie dont nous n'avons jamais assez, n'est-elle pas plutôt liée à la consommation ? Ne s'agit-il pas d'en consommer toujours plus ? S'agit-il uniquement de produire ou, également, d'économiser et de réduire la consommation ?

Marcin Korolec, ministre de l'Environnement, a reconnu la pertinence de ces propos. En effet, si la Terre en 2050 doit compter 10 milliards d'habitants, sera-t-elle capable de les contenir sans une stratégie de développement durable ? Des dizaines de millions de jeunes Asiatiques, Africains du Nord ou Américains du Sud sont attirés par le modèle de consommation qui prévoit une grande voiture 4x4, un frigo etc. « On peut aisément comprendre que si tous ces jeunes réalisent leurs aspirations, notre planète explosera. Il n'y aura pas suffisamment d'énergie, de métaux, d'eau, de tous ces éléments de base qui semblent si évidents à Varsovie ou à Paris », a-t-il constaté en ajoutant que nous allons tout droit vers une catastrophe si des mesures énergiques ne sont pas prises.

Le ministre a rappelé qu'on en avait débattu il y a déjà vingt ans à Rio, tout comme l'année dernière, encore à Rio, ou pendant le sommet climatique COP 19 à Varsovie qui s'était déroulé au même moment que les Entretiens de Varsovie. « Ce sommet est important car l'année 2013 prépare un grand accord politique qui doit être signé en 2015 à Paris par les délégués de 194 Etats et rester en vigueur jusqu'en 2020 », a-t-il expliqué, en rappelant que le protocole de Kyoto, en vigueur actuellement, a été signé par 141 Etats. « Comment devons-nous, en tant que communauté mondiale, organiser les relations économiques et

politiques pour que la Terre puisse contenir tout le monde ? », a demandé le ministre et s'est interrogé si l'Europe était capable de répondre à cette interrogation. Selon le ministre Korolec, l'Europe n'arrive pas à trouver sa place dans un monde globalisé et ceci pour plusieurs raisons, entre autres à cause de son ego, de sa conviction que le monde se trouve en Europe, qu'il reste européocentrique. Et pourtant, il y a longtemps déjà, la vie, le monde et le centre de gravité se sont déplacés de l'Atlantique vers le Pacifique. Les Européens qui se voient toujours en leaders suivent péniblement derrière en matière d'innovations et dans plusieurs autres domaines.

Michał Kurtyka, animateur du débat, a demandé aux participants si le secteur des énergies ne devait pas servir d'avant-poste des transformations en matière de civilisation et si, tel que nous le percevons en Europe, ne devrait-il pas être un outil pour améliorer le monde.

Maximilien Rouer considère que cela est possible et que la conciliation de la croissance, de l'économie et de la protection de l'environnement en est l'une des conditions. Il a cité un exemple concret dans le domaine du bâtiment. On construit aujourd'hui, à travers le monde, des bâtiments énergétiquement passifs qui ne consomment pas d'énergie et ne produisent pas de gaz à effet de serre mais, en revanche, émettent du CO₂ dans l'atmosphère. « Il faut aller plus loin et concevoir des bâtiments à énergie positive, c'est-à-dire des bâtiments qui produisent plus d'énergie qu'ils n'en consomment, avec des panneaux solaires, des éoliennes etc. ». Selon les calculs, sur les 15 prochaines années, il faudra construire dans le monde près de 2 milliards de bâtiments, justement pour assurer le développement durable, pour que des Brésiliens, des Africains, des Chinois et d'autres peuples encore arrivent à un niveau de vie comparable à celui des Polonais. « N'est-ce pas une perspective formidable et une chance de concilier le développement durable, la croissance et les enjeux environnementaux ? », a-t-il demandé. Ce n'est que l'un des exemples cités, avec l'utilisation de la biomasse et le processus de photosynthèse. Il faut donc suivre le raisonnement basé sur le développement et l'innovation au lieu d'opposer constamment les différentes technologies, comme le nucléaire et les énergies renouvelables : ces sujets sont attractifs sur le plan politique, mais obsolètes.

Philippe Castanet a partagé cet avis, en disant que l'innovation était justement une réponse à ces débats de substitution. « Il n'a y pas de conflit majeur entre la France qui, il y a quelques dizaines d'années, avait misé sur le nucléaire et la Pologne, qui veut exploiter ses mines de charbon », a-t-il dit. Même si le charbon est considéré aujourd'hui comme un problème, comme une source de forte émission de CO₂, il existe plusieurs solutions, par exemple la cogénération (c'est-à-dire la production simultanée d'électricité et de chaleur dans une centrale de cogénération) qui permet de réduire de 25% les émissions de CO₂. Le charbon avec de la biomasse peut être plus « propre » que d'autres technologies considérées comme plus écologiques. En Pologne, EDF a développé cette technologie ce qui, en cinq ans, a permis à la société de réduire de 10% les émissions de CO₂. On estime que les émissions de CO₂ en Pologne sont inférieures de 10% par rapport à celles d'il y a 20 ans. Et même si les émissions peuvent augmenter en Pologne de 35% si des actions d'envergure ne sont pas lancées, elles peuvent aussi bien baisser de 75%. « Il suffit d'agir et de tabler sur l'innovation. Nous avons cinq centres de recherche à travers le monde. Les ingénieurs polonais sont formidables, la recherche génère des bénéfices, la rentabilité est forte !, a-t-il constaté.

D'autres intervenants ont confirmé la nécessité d'innover. Le ministre Marcin Korolec a souligné qu'il était nécessaire de changer d'approche, de privilégier la recherche et le développement au détriment des décisions étatiques et centralisées. « L'expérience montre que nous n'avons pas suffisamment d'imagination pour concevoir le développement futur et que nous ne sommes pas en mesure d'inventer des modèles qui s'adaptent à la réalité en mutation. En Europe, nous avons une politique climatique et énergétique de masse, axée

principalement sur les questions du climat et peu sur le marché. En regardant ce qui se passe de l'autre côté de l'Océan Atlantique, nous voyons que la révolution amenée par le gaz de schiste apporte la réduction des émissions deux fois plus forte que toute la politique énergétique et climatique de l'UE », a-t-il expliqué. Sans oublier que le prix de l'électricité aux Etats-Unis est bien inférieur au prix européen. L'Europe doit être plus ouverte en matière d'investissement, de recherche et de développement.

Il est aussi important, selon le ministre, de clore un débat hystérique sur les énergies que connaît l'Europe. Le Vieux Continent a peur du charbon, du nucléaire, du gaz de schiste, des éoliennes. Et pourtant, on ne peut pas transformer la réalité en suivant un raisonnement basé sur le rejet d'un domaine ou d'un autre.

Le propos peut paraître subversif – a reconnu Maximilien Rouer – mais on peut même imaginer le gaz de schiste « écologique » s'il l'on met en place des contraintes, des contrôles et des limites grâce auxquels les émissions de gaz à effet de serre et la pollution des eaux ne seraient pas nocifs à l'environnement.

Ces visions optimistes ont été accueillies avec prudence par Marek Kamiński. S'agissant de la production d'énergie, il a constaté que depuis 50 – 100 ans le progrès n'était pas significatif et que, comparé au progrès dans les domaines tels que l'informatique ou les technologies numériques, il semblait même inexistant. « Il faut considérer les énergies alternatives de façon plus globale car les turbines éoliennes doivent aussi être recyclées. Tout comme les panneaux solaires. Cette énergie n'est pas entièrement gratuite. Je pense que des solutions techniques complètement différentes et plus propres pourraient bientôt apparaître, que le transport d'électricité pourrait se faire autrement qu'avec des lignes électriques. En matière de production d'énergie non polluante l'avenir est devant nous », a-t-il déclaré.

L'animateur du débat a demandé s'il fallait augmenter les prix de CO2 en Europe : d'une part les prix actuels ne sont pas assez dissuasifs et ne favorisent pas des investissements complémentaires mais, d'autre part, l'électricité bon marché provoque l'accroissement de la production.

Selon le ministre de l'Environnement, de ce côté de l'Océan Atlantique la politique de l'énergie chère ne pourra pas être maintenue. L'Europe n'y arrivera pas si elle doit signer un accord de libre-échange avec les Etats-Unis. Sinon, l'industrie quittera définitivement l'Europe. L'abandon de subventions, élément immanent de la politique énergétique, est indispensable. Il faut encourager les chercheurs pour qu'ils inventent des technologies qui permettront d'affronter le marché.

Il faut également des garanties en matière d'investissement, car l'Europe a perdu déjà dix ans en matière d'investissements dans le secteur de l'énergie. L'incertitude au niveau des investissements est très grande, et ceci autant pour le charbon que pour le nucléaire ou les énergies renouvelables. L'Union européenne doit en être consciente.

Maximilien Rouer a souligné aussi l'importance des questions énergétiques et environnementales pour l'Europe. « Voici ma vision du secteur énergétique : l'énergie doit être un vecteur de la construction européenne, un vecteur du renouveau et de l'espoir européens, tant dans le secteur électrique que dans les secteurs du transport ou de l'habitat », a-t-il constaté. En résumant tous les aspects des enjeux énergétiques et environnementaux abordés pendant le débat, il a parlé de leur multi dimensionnalité. Il existe, évidemment, les dimensions politique et géostratégique (la dépendance ou l'indépendance énergétique des Etats), sociale (jusqu'à l'époque récente l'opinion publique ne s'intéressait pas à l'énergie) mais aussi « symbolique » (est-ce que les sociétés pour lesquelles l'énergie de grande qualité est un acquis accepteront la baisse de cette qualité en

échange de meilleurs résultats économiques et environnementaux ?). Sans oublier que la dimension économique est la plus importante, car il existe une très forte interdépendance et un rapport entre la croissance économique et la consommation d'énergie.

Le débat a démontré que les perspectives de développement du marché énergétique en Europe étaient bonnes. Selon Marek Kamiński, il faudrait miser sur les micro-énergies, la production locale d'énergie, éviter les pertes de transport, intégrer au sein du réseau intelligent les différentes sources: l'énergie nucléaire, la biomasse, l'énergie solaire. Il faut optimiser la gestion des énergies, ce qui permettra d'en consommer moins et d'en produire moins. « Tout cela est porteur d'espoir », a-t-il dit déclaré pour clore le débat.

Panel-débat :

La mondialisation peut-elle être une opportunité pour l'Europe ?

Il est clair que la mondialisation est le seul chemin juste pour renouveler l'Europe. Grâce à lui, le Vieux Continent trouvera sa place dans la nouvelle réalité et pourra profiter du développement des nouveaux marchés mondiaux, car la concurrence interne conduit à l'isolement, et donc à l'échec. Le débat animé par **Laurent Joffrin**, rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Le Nouvel Observateur*, a réuni : **Andrzej Malinowski**, président des employeurs RP, **Mikołaj Pindelski**, directeur de programme de l'Ecole centrale de commerce de Varsovie [SGH], **Jean-Yves Leconte**, sénateur français, **Edouard Tetreau**, créateur du site web *etatsunisleurope.com* et conseiller en matière de stratégies financières, **Adam Markiewicz**, étudiant de SGH.



Le débat s'est articulé autour de la question suivante : dans quelle mesure l'Europe, avec ses nobles idées, son ouverture et sa compétitivité, mais souffrant d'égoïsmes nationaux, de bureaucratie et de nombreuses régulations absurdes, peut faire face aux enjeux actuels dans un contexte de mondialisation et de mouvements migratoires. Lors du débat, il a été dit à plusieurs reprises que pour relever le défi de la mondialisation – qui est une opportunité pour l'Europe – le Vieux Continent doit être uni non seulement institutionnellement, mais aussi « mentalement » car des comportements individualistes des Etats membres vont couper la branche sur laquelle est assise l'Union européenne.

En ouvrant le débat, le rédacteur Laurent Joffrin a remarqué que l'Europe était un continent qui depuis longtemps déjà relevait le défi de la mondialisation en ouvrant ses frontières. C'est un continent qui, sur le plan économique, devait avoir comme atouts la croissance économique, l'emploi, le pouvoir d'achat et la prospérité. Et c'est justement ce continent, après des dizaines d'années d'efforts, qui est touché par la stagnation, voire le marasme. Il affiche un taux record de chômage des jeunes et le pouvoir d'achat, dans les pays du sud, est nul. Comme cela s'explique ? Faut-il se contenter d'assurer aux entreprises des conditions de fonctionnement avantageuses et respectueuses, en baissant les impôts, par exemple, en allégeant des réglementations, en rendant le marché du travail plus flexible ? Et enfin : que signifie la mondialisation pour l'Europe et quelle est la contribution des divers pays en faveur

du développement de l'économie européenne ?

Tous les intervenants ont constaté d'un commun accord que la mondialisation était une chance pour l'Europe. Mais, pour commencer, la notion de mondialisation doit être définie, car elle est comprise et approchée de plusieurs façons. Selon Edouard Tetreau, la réalité européenne est très variée. « Des grandes entreprises allemandes et autrichiennes qui savent s'imposer sur les nouveaux marchés profitent de la mondialisation et consolident l'emploi : en Autriche et en Allemagne, le chômage des jeunes ne dépasse pas 7%. En revanche, on parle de jeunes Espagnols qui ne trouvent pas de travail chez eux et partent le chercher en Europe du Nord. Selon les statistiques, un jeune de moins de 25 ans sur trois est sans l'emploi. En France, 48% des diplômés de l'enseignement supérieur restent sans travail au cours des 12 mois à compter de la fin d'études. Les élites sont au chômage. « Selon l'intervenant, cela s'explique par le fait que le défi de la mondialisation n'a pas été relevé ensemble par l'Europe réunie, mais séparément par ses 28 pays. Cette approche a fonctionné jusqu'en 2007 : certains des 28 pays ont été gagnants face à la mondialisation, d'autres ont été perdants. Globalement, l'Europe a été perdante et reste toujours perdante, en sacrifiant toute une génération de ces jeunes Européens qui, pourtant, représentent son avenir. « Les pays européens qui, dans les années 1970, ont été des leaders économiques en Europe, sont aujourd'hui tous plus ou moins touchés par la crise », a ajouté le sénateur Jean-Yves Leconte.

Est-ce que l'Europe est la seule responsable de cette situation ? Andrzej Malinowski ne l'exclut pas. Même si l'on peut se plaindre et accuser le modèle social européen, considéré comme archaïque et incompatible avec le concept de la mondialisation, « le problème est inhérent à l'Union ». « L'Union fait tout pour ne pas participer à la mondialisation en tant qu'unité et chaque Etat le fait de son côté » a-t-il constaté. Parmi les entraves au développement de l'économie européenne et de sa compétitivité dans le monde globalisé, il a cité la politique climatique et énergétique européenne. Elle conduit à une hausse brutale des prix de l'électricité, ce qui est préjudiciable tant à l'industrie qu'aux citoyens. Suite à la pauvreté énergétique les entreprises se détournent de l'Europe et s'enfuient au-delà des frontières des pays européens. A cela s'ajoutent des régulations excessives. « Environ 9000 règlements, près de 2000 directives. La pertinence des standards communautaires généraux, pour ne citer que la déclaration TVA, est noyée dans un océan de régulations qui définissent, par exemple, la courbure de la banane. La Commission européenne le sait et le comprend, mais elle continue à mettre en place, comme en Pologne, de nombreuses régulations pour occuper ses fonctionnaires », a-t-il ajouté. L'industrie cherche sa chance en dehors de l'Europe qui, de fait, exporte ainsi ses emplois.

Est-ce que l'immigration, notamment économique, est une certaine « fatalité » due à la mondialisation ? L'acteur français Gérard Depardieu a montré ce qu'était la mondialisation en devenant Russe. Il s'est avéré, tout d'un coup, que la Russie était plus attrayante que l'Union européenne. C'est justement ça, la mondialisation : je n'aime pas, alors je pars. C'est ce que font les jeunes », a constaté Mikołaj Pindelski. De l'autre côté, selon l'enseignant de SGH, l'Europe est devenue un endroit attrayant pour les immigrés, pour « tous ces paresseux qui y viennent soit pour vivre oisivement soit pour travailler quatre heures par jour et quatre jours par semaine et toucher des allocations pour mettre les enfants au monde, sachant que la natalité tue le business car l'entrepreneur doit payer les impôts pour financer les enfants des autres ». Qualifiés de caricatureux, ces propos ont suscité une certaine indignation mais Mikołaj Pindelski a ajouté : « L'actuelle Europe est une structure folle, notamment en ce qui concerne les structures publiques et bureaucratiques ». Les cohortes de « gens repus », de fonctionnaires, interviennent au niveau opérationnel, pour définir la forme de la banane, au lieu de travailler au niveau stratégique. « Ils décident qui sont les entrepreneurs auxquels il faut reprendre pour donner aux autres. C'est ça qui explique que l'Europe est devenue une maison de retraite confortable, où l'argent afflue on ne sait pas d'où ni comment » ; elle est devenue fainéante et craint la concurrence, notamment asiatique. Il a remarqué que la caste

des fonctionnaires, toujours grandissante en Europe, était responsable de la pression fiscale de plus en plus intenable. La compétitivité qui est l'un des fondements de l'Union européenne, tellement importante dans un contexte de mondialisation, dépend, paradoxalement, des régulations bureaucratiques. Pour cette raison, depuis longtemps, le business est parti là où le fonctionnement est moins cher et plus efficace, sans régulations excessives. « Comment parler de compétitivité si une entreprise européenne paye une TVA supérieure à 20% contre 12% en dehors de l'Union européenne ? » a-t-il demandé. Et il a affirmé que les hommes politiques et les fonctionnaires ne devraient pas se mêler au business (« n'importe quel salarié s'y connaît mieux ») et se focaliser sur les affaires à l'échelle macroéconomique, par exemple comment baisser les impôts et combattre les monopoles.

Selon Adam Markiewicz, la mondialisation est un projet absolument indispensable, « elle fait partie de l'évolution et elle est inscrite dans nos gènes » ; elle est une opportunité à condition que l'Europe l'approche de façon « globale » et que les différents pays, dont la Pologne, renforcent leurs propres marchés. « Il est inacceptable que les sociétés allemandes s'installent sur le marché polonais, ouvrent des sites de production, embauchent des salariés polonais, vendent des produits allemands sur le marché polonais et transfèrent les bénéfices à l'étranger. On ne peut pas accepter que l'Allemagne se mondialise et la Pologne subisse la mondialisation », a-t-il souligné.

Comment donc résoudre les problèmes qui s'aggravent et faire face à tous ces défis ? Selon Edouard Tetreau, en dépit de nombreux obstacles comme les régulations excessivement contraignantes développées par des cohortes de fonctionnaires ou les migrations (qui génèrent des peurs comme la peur du plombier polonais), il faut surtout viser l'avenir. Agir ensemble, ne pas rejeter ce qui est déjà accompli, sans pour autant accepter le retour de la « l'ancienne Europe » avec ses préjugés et ses craintes qui mènent à la xénophobie et à toutes les formes d'extrémisme. Pour cette raison, face à un éventuel succès du parti français d'extrême droite, susceptible d'arriver en tête aux prochaines élections européennes, et face à un très bon score du parti britannique xénophobe Independent Party, il faut aller de l'avant au lieu de se plaindre. Il faut renforcer l'unité de l'Europe, renforcer les institutions européennes, à commencer par le Parlement européen, ne pas sombrer dans le marasme et ne pas se contenter de critiquer les bureaucraties.

Andrzej Malinowski n'a pas souscrit à ce message optimiste. Il a cité plusieurs exemples de « focalisation » des élites européennes et bureaucratiques sur leurs propres affaires. « Mes collègues, membres de plusieurs organisations sectorielles, disent qu'ils ont beaucoup de bonnes idées. Mais les bureaucrates de Bruxelles, intéressés essentiellement par leurs postes, rémunération et carrières, répondent : arrêtez, en vérité nous n'avons pas besoin de vous, car ici tout est déjà organisé ». Il a souligné également qu'à l'étape actuelle l'Europe ne pouvait pas parler de mondialisation d'une seule voix, car une lutte brutale entre les Etats membres continuait. « La ministre française du Commerce étranger a récemment déclaré : non au gaz de schiste, oui au nucléaire », a-t-il conclu.

La fin du débat a porté, évidemment, sur les possibles scénarios pour l'avenir de l'Union européenne dans le monde globalisé actuel. « Avec l'innovation, la compétitivité et le savoir, les entreprises européennes peuvent faire face aux défis de la mondialisation. Le projet européen, y compris ses derniers chapitres, c'est-à-dire l'élargissement, est trop important pour qu'on puisse le compromettre », a constaté le sénateur Jean-Yves Leconte. Edouard Tetreau a parlé de sa vision « utopique » des Etats Unis d'Europe car, selon lui, le projet européen dont on avait parlé n'existait plus, notamment pour les jeunes Européens. Même s'il y a encore des projets européens au niveau des entreprises, dont le groupe européen Airbus est le meilleur exemple. Peut-être serait-il utile de le prendre comme modèle et créer, dans plusieurs domaines, des « copies d'Airbus » franco-allemandes ou franco-polonaises.

Au cours du débat il s'est avéré qu'on a pas tellement parlé des opportunités qu'apportait

la mondialisation à l'Europe, mais plutôt d'obstacles que devait affronter l'Union européenne qui reste, malgré tout, une puissance économique. On a mis ainsi en évidence une certaine impuissance du Vieux Continent face aux nouveaux défis posés par la mondialisation. Tous les participants au débat ont été plutôt d'accord sur le fait que la mondialisation pouvait être une opportunité pour le Vieux Continent à condition que l'Europe devienne un organisme homogène au lieu d'être une communauté de 28 Etats.

Le débat a trouvé sa meilleure conclusion dans une question posée pendant la discussion : pourquoi disons-nous que nous sommes de France, de Pologne, d'Allemagne, de Belgique ... et personne ne dit : je suis citoyen de l'Union Européenne ?

Bernard Nadoulek

Eclairage – Une Europe humaniste et conquérante



Le professeur Bernard Nadoulek a consacré son intervention à la vision d'une Europe humaniste, victorieuse et conquérante qui doit se redéfinir. Une Europe conquérante aurait été capable de triompher dans la bataille de la compétitivité, tout en gardant un visage humain et en unissant des nations réconciliées. Il a avoué que cela pouvait sembler être un scénario utopique, très loin de la situation glauque dans laquelle nous nous trouvons actuellement, mais qu'il s'agissait d'un scénario possible,

bien que deux autres scénarios pessimistes le soient également. Après avoir présenté trois scénarios de l'avenir de l'Europe, il a présenté quelques idées de réalisation du scénario optimiste.

„Le premier scénario, celui d'une Europe technocratique, au seuil de l'implosion, se dessine déjà sous nos yeux”, constata-t-il. C'est la vision d'une Europe soumise à la politique d'austérité, le chômage de masse, la crise de l'euro, les spéculations folles de la finance, le système bancaire miné et corrompu. C'est la passivité, l'impuissance politique et géopolitique, la gestion bureaucratique craintive limitée à des évolutions de régulations sans grande importance et à des négociations bureaucratiques paralysantes, sans aucune vision globale. C'est l'opposition entre les élites pro-européennes et les nations indignées, ce qui, en parallèle à la crise de l'Europe et de l'euro qui ne cesse de s'approfondir, aura pour effet un développement massif de la pauvreté, du chômage, du refus et du déclin de plus en plus rapide, jusqu'à l'implosion. Il a rappelé qu'actuellement l'Europe comptait 84 millions de personnes vivant dans la pauvreté et 26 millions de chômeurs, c'est-à-dire qu'il y avait 100 millions de pauvres en Europe, sur un continent censé être la première puissance économique mondiale.

Le deuxième scénario est celui d'une Europe populiste, allant à l'explosion. „Pour la première fois pourra se constituer une coalition d'extrême droite de partis anti-européens, qui mènera à l'immobilisme en Europe, voire à son implosion ou même explosion”. Parmi les risques « explosifs », M. Nadoulek a cité l'abandon de l'euro au profit des monnaies nationales, l'abolition des traités de Maastricht, Lisbonne et Schengen, la pauvreté qui s'accroît, la fuite des capitaux européens et le triomphe de toutes sortes d'extrémistes faisant la chasse aux immigrés.

„Ce serait la fin de l’Europe paisible et l’avènement du chaos” – déclara-t-il. Il a en même temps signalé quelques solutions possibles pouvant protéger le Vieux Continent contre les scénarios pessimistes et permettre l’implémentation du scénario de l’Europe conquérante.

Le problème central est la compétitivité, que l’on devra comprendre autrement que cela n’est le cas actuellement. A l’heure actuelle, la compétitivité est traitée en Europe de manière unilatérale et parfaitement ridicule. Bien que de nombreux facteurs aient une influence sur l’amélioration de la compétitivité, comme l’innovation technologique, une meilleure efficacité, la qualité du produit, la réduction des charges ou le prix de l’énergie, l’Europe se contente dans le cadre de ses politiques d’austérité de mettre en place les instruments les plus simples, tels que la baisse des salaires, les attaques sur les acquis sociaux et le démontage du droit du travail. Cette approche européenne à la question de la compétitivité pourrait être amèrement résumée de la manière suivante: „l’idéal” est un salarié qui accepte de travailler pour 400 euros par mois. Mais les entreprises peuvent-elles être compétitives sur les marchés mondiaux en affaiblissant le pouvoir d’achat de leurs propres salariés ? En ces temps de mondialisation néolibérale, on ne pense pas au progrès, mais on nous tire vers le bas. Alors que dans les pays plus riches les gens ne deviennent „que” plus pauvres, dans les autres on peut déjà parler carrément d’esclavage.

La première solution proposée par le professeur Nadoulek consiste à éliminer les coûts du travail répétitif grâce à une industrie et à des services automatisés dans la mesure du possible, en créant des petites usines automatisées à rendement grandissant. A l’heure actuelle, la politique industrielle des Etats, consistant à favoriser les grandes entreprises industrielles, ne suffit plus. Il faut créer un réseau européen de petites usines spécialisées et automatisées, situées à proximité des nœuds de transport, ce qui permettra de conquérir les niches du marché mondial.

„Les services publics sont source de richesse” – ajouta-t-il. Le développement économique global de l’Europe est possible lorsque les Etats renouvellent l’ensemble de leurs services publics afin de faire progresser la qualité de vie de la société. C’est pourquoi on ne peut pas percevoir les services publics uniquement en tant que coûts. L’éducation, les soins de santé sont sources de prospérité. La politique actuelle réduit les dépenses publiques, alors qu’elles auraient dû être augmentées. Les Etats et régions devront également investir en une infrastructure de transport et de communication aussi bonne que possible, afin que les citoyens et les entreprises puissent travailler et fonctionner d’une manière aussi efficace que possible. La prospérité générée par le secteur privé et par le secteur public sont complémentaires.

« A quoi sert l’Europe? » – demandait Bernard Nadoulek, en soulignant que sans être un activiste révolutionnaire de gauche, il réfléchissait à un progrès de l’Europe contribuant à l’enrichissement du monde entier. L’Europe est un grand projet servant à protéger ses nations contre les remous violents de la mondialisation, car aucun des pays européens n’aurait pu faire face à lui tout seul à la crise de 2008. Selon certains experts, l’Europe nous protège mal, d’où le débat idéologique sur le protectionnisme. En réalité, malgré un discours libéral de façade, l’Europe pratique le protectionnisme, en protégeant le mieux son agriculture et en imposant à certains produits ou secteurs de l’industrie des droits de douane anti-dumping pouvant atteindre 50%. L’Europe est protectionniste sans l’avouer. Elle est devenue la plus grande puissance économique mondiale et si l’on fait le total des 28 PIB qui la composent, elle est plus puissante que les Etats-Unis. Mais elle n’en est pas consciente. Elle semble être un nain politique luttant les mains liées. L’absence d’une gouvernance politique l’empêche de prendre des décisions efficaces, nécessaires dans le contexte des évolutions rapides de la conjoncture mondiale.

Afin de ne pas se transformer en un nain politique, l’Europe devra faire face aux principaux adversaires de l’union politique européenne, à savoir aux hommes politiques déclarant une unité de façade. En réalité, ils torpillent toutes les initiatives limitant leur pouvoir. La démocratie

directe, comme celle d'Athènes dans l'Antiquité, aurait été une solution radicale : le tirage au sort de leaders au sein d'un groupe de volontaires présélectionnés, des mandats brefs non renouvelables, un contrôle permanent des leaders par les tribunaux, la démission immédiate en cas de corruption. Il est cependant trop tôt pour cela. L'unité politique devra se faire par en bas, donc elle n'apparaîtra pas du jour au lendemain.

Le trésor le plus précieux acquis par l'Europe au cours de la dernière cinquantaine d'années, après deux guerres mondiales, c'est la paix. Une paix assurée par 28 pays unis par leurs valeurs démocratiques. Cependant, aucun pays de cette Europe ne fera le poids s'il est seul. Pour être l'auteur de son propre destin et être entendue, l'Europe devra s'unir sur le plan politique. Et prendre soin des valeurs humanistes.

„L'Europe devra s'unir au nom de l'humanisme européen, d'une vision du monde basée sur l'homme, et non pas sur l'économie. L'homme doit être, comme le disait Protagoras il y a de cela 25 siècles, „la mesure de toute chose”. Cela est lié à des idéaux tels qu'une économie juste, définie par les notions du „juste salaire”, du „juste prix ” et de la „belle ouvrage ”. On peut donc imaginer – même si cela peut sembler utopique – l'avènement d'un humanisme conquérant, voulant convaincre plutôt que vaincre, pour offrir au monde un équilibre, pour „ré-enchanter l'avenir”.

La grande perspective

Aimer l'Europe – l'aspect politique et l'élargissement de l'UE

Aimer l'Europe : ce n'est pas un simple credo, c'est un impératif. Dans 30 ans, aucun Etat de l'Union européenne ne fera partie du G8. C'est au niveau européen qu'il faut mener le combat, si nous voulons préserver notre modèle et notre civilisation, sauver nos industries et nos emplois, défendre nos valeurs, imposer nos principes au niveau international (droits de l'homme, protection de l'environnement).

Les participants suivants ont pris part au débat animé par **Wawrzyniec Smoczyński** de l'hebdomadaire „Polityka”: **Yves Berthelot**, président de l'Organisation mondiale contre la torture (OMCT), ancien secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe de l'ONU (UNECE), **Włodzimierz Cimoszewicz**, sénateur, ancien premier-ministre de la République de Pologne, **Claude Fischer**, présidente de l'ONG Confrontations d'Europe, **Aleksander Smolar**, président de la Fondation de Stefan Batory et **Michel Guenaire**, associé du cabinet Gide Loyrette Nouel, auteur du livre « Le retour des Etats ». Les participants des Entretiens ont également écouté les propos de jeunes Européens dans un film réalisé par des étudiants de SGH.

En ouvrant le débat, qui constituait en même temps le panel final récapitulant les Entretiens de Varsovie, Wawrzyniec Smoczyński a constaté que tout le monde était conscient des problèmes auxquels est confrontée l'Europe: crise économique, mouvements nationalistes et populistes de plus en plus forts à l'aube des élections au Parlement européen, tensions sociales, problèmes liés à la gouvernance politique et l'incertitude générale des Européens. Il faut se poser la question vers où l'Europe devrait actuellement se diriger. Est-ce que dire aujourd'hui que nous devons aimer l'Europe, faute de quoi nous risquons la catastrophe, n'est pas dans une certaine mesure du chantage affectif ? Jusqu'où aimer l'Europe, quel avenir lui donner, un nouvel élargissement de l'Union européenne lui donnant un nouvel élan est-il possible ? L'idée de l'intégration européenne est-elle une opportunité pour l'Europe dans un contexte de mondialisation, ou alors une sorte de ballast qui fait que l'Europe se trouve aujourd'hui derrière les autres grands du

monde d'aujourd'hui ? Et est-ce que les droits de l'homme peuvent être non seulement une valeur « d'exportation » de l'Europe adressée au monde entier, mais également une valeur qui la cimente à l'intérieur ?

„Bien sûr qu'il faut aimer l'Europe, car comme le dit l'adage, l'amour fait tourner le monde. Mais cela ne suffit pas » - disait Claude Fischer. Il faut prendre soin de l'Europe. Afin d'éviter le scénario d'une explosion, l'Europe devra, la consolidation mise à part, croire à nouveau en elle-même, impliquer et mobiliser la société civile. L'Europe est actuellement en train de prendre quelques initiatives timides, mais en cette période de crise et de bouleversements mondiaux c'est d'une transformation profonde que nous avons besoin. L'Europe, qui a vécu dans la prospérité pendant 30 ans et s'est surendettée 40 années durant, est actuellement en train de vivre une crise. Parler d'une reprise économique alors que la croissance n'est que de 0,1% est un malentendu, d'autant plus qu'un nouvel effondrement financier peut arriver. Il faut en parler et ne pas leurrer les Européens, surtout dans le contexte des prochaines élections au Parlement européen, auxquelles p.ex. l'extrême droite comme le parti de Marine Le Pen pourrait même obtenir 25 % des suffrages. C'est également pour cela que nous devons suivre une „cure d'amaigrissement” et retrouver la croissance, aller vers une union bancaire, bâtir des politiques industrielles, énergétiques communes, avoir une réflexion à long terme sur les finances et les investissements. Tout cela permettra à l'Europe de s'adapter aux évolutions qui ont eu lieu dans le monde, en particulier en Chine, au Brésil, en Inde et en Afrique, où des milliards de personnes entrent sur les marchés de l'emploi. L'élargissement de l'Union européenne en mai 2004 de la Pologne, Hongrie, République Tchèque a été selon elle un énorme succès et un atout pour l'Europe réunie après la guerre froide. Mais, comme l'a signalé Claude Fischer, de nombreux Français considèrent que la décision a été prise trop rapidement et que c'est justement elle qui a eu pour effet la stagnation de l'Europe dans son ensemble.

Le sénateur Włodzimierz Cimoszewicz, ancien premier-ministre, qui en tant que ministre des affaires étrangères avait signé en 2003 le traité d'Athènes, a souligné que l'élargissement de l'Union européenne il y a 10 ans avait une dimension tout-à-fait exceptionnelle. Cela ne concerne pas uniquement le nombre des pays qui ont fait adhésion, mais avant tout la qualité de ce processus. Le projet économique mis à part, un grand projet politique avec une dimension historique était réalisé, effaçant la logique du partage de l'Europe de l'après-guerre. Bien évidemment dans des pays tels que la Pologne on savait que l'adhésion à l'UE ouvrait des perspectives de développement, croissance, amélioration des conditions de vie, modernisation de l'Etat, mais le retour aux racines, à l'époque lorsque l'Europe était commune avait également son importance.

Dix ans après cet élargissement, le premier ministre ne voit dans un horizon d'une quinzaine d'années aucune possibilité d'élargir significativement l'UE. Cela ne se fera certainement pas dans le cas de l'Ukraine ou de la Turquie, peut-être dans la zone de l'ex-Yougoslavie, dont l'adhésion à l'UE pourrait constituer une garantie de paix et prospérité.

Il a également averti qu'il ne fallait pas s'impatienter si le dossier du Partenariat Oriental et la signature du traité d'association, entre autres avec l'Ukraine, était décalé sous la pression de la Russie. Cela aurait été une erreur de la part de l'Union européenne. L'Europe peut définir nos intérêts de manière consciente et choisir raisonnablement leurs méthodes de réalisation. Et c'est ainsi qu'il faut voir nos relations avec l'Ukraine, car même si les autorités ukrainiennes prennent des décisions non souhaitables et critiquables de notre point de vue, cela ne change en rien ni la position géographique de l'Ukraine, ni son potentiel. En ce qui concerne la Turquie, la situation actuelle pourrait être considérée de « schizophrène ». « Nous poursuivons les négociations d'adhésion avec la Turquie, mais en même temps plusieurs pays au sein de l'Europe déclarent ouvertement qu'ils ne considèrent pas qu'il soit possible que la Turquie devienne membre de l'UE. La situation

doit-elle être binaire, ce qui signifie que la Turquie, avec tout son potentiel politique et économique, pourra soit faire partie de l'Union, soit ne pas y être ? » - demandait-il. L'Union devrait réfléchir à des manières de développer les modèles intermédiaires, mais pas dans le cadre actuel de la politique de voisinage ou du Partenariat Oriental, car ce cadre-là ne suffit pas. Il faut chercher des opportunités, définir quand ces pays-là pourront obtenir ne serait-ce qu'une adhésion partielle, participer à divers projets, démarches, politiques. C'est à cela que consiste le développement de la conscience de l'existence des intérêts communs. Grâce à cela des pays tels que l'Ukraine ou la Turquie ne seront pas convaincus qu'il s'agit là d'une sorte de jeu politique, mais d'une recherche des intérêts communs économiques et sociaux.

Selon lui, la question la plus importante est cependant celle de la Russie, avec laquelle l'Union n'a pour l'instant pas trouvé de langage commun relatif à une stratégie. « Nous n'avons aucun accord, aucun concept en commun. A cause de l'égoïsme des différents Etats, l'Europe manque de réflexion commune sur les relations avec la Russie » - constata l'ancien premier-ministre. En même temps, la Russie traite l'Union sans comprendre pleinement le potentiel d'une bonne coopération stratégique avec l'Europe. On doit commencer à discuter avec la Russie de ce que l'on pourrait faire dans un horizon à long terme, à 50 ans. Il a constaté que la Russie commettait une erreur historique et stratégique en s'orientant vers des pays tels que le Kazakhstan, la Biélorussie ou l'Ukraine pour retrouver une position de puissance. Il faut discuter avec la Russie de la sorte à ce que ce qui se passe en Europe de l'Est ne soit pas perçu comme un jeu, avec un vainqueur et un vaincu. Il faut chercher des concepts communs. « Si nous étions prêts à signer avec la Russie un traité de libre commerce, ce qui n'est nullement une idée extravagante, il n'y aurait pas eu de perturbations dans le cadre de l'association avec l'Ukraine » - soulignait-il.

Les panelistes ont été d'accord là-dessus - de nouveaux élargissements sont actuellement difficilement concevables. Comment l'Union peut-elle alors prendre des forces et s'adapter au monde globalisé ? Il y a 10 ans, l'intégration européenne était pourtant, par exemple pour la Pologne, également une voie pour se retrouver dans le monde globalisé. L'intégration européenne est-elle bien « gérée » aujourd'hui, n'est-elle plutôt pas une charge pour l'Europe qui n'arrive plus à suivre le rythme des autres grandes puissances ?

« L'Union européenne est une grande opportunité pour les pays européens dans un monde globalisé. Mais on en profite peu. Aujourd'hui, le problème de la mondialisation joue un rôle fondamental pour justifier l'existence de l'Union » - constata Aleksander Smolar. Il a souligné que les sources initiales de la légitimité européenne, telles que la prévention des guerres et la promotion de la croissance économique, ont disparu avec notre révolution de 1989. Qui plus est, l'Union a également perdu le potentiel de développement dont elle disposait depuis les années 70. Aujourd'hui, c'est justement le problème de la mondialisation qui constitue la réponse numéro un à la question du bien-fondé de l'intégration européenne. Dans un monde où l'on trouve des anciennes puissances telles que les Etats-Unis, où des nouvelles puissances se profilent, telles que la Chine, l'Inde et le Brésil, même des pays européens aussi puissants que l'Allemagne jouent et continueront à jouer un rôle de plus en plus réduit. Comme l'ont souligné à plusieurs reprises les autres panelistes, il n'y aura plus d'Etats européens dans le G8 dans relativement peu de temps.

Qu'est-ce qu'en dit l'Europe ? Les réactions sont très variées. Lors du referendum sur la constitution européenne on a entendu entre autres des accusations que l'Union ne protégeait pas l'Europe contre la mondialisation. Cela signifie que l'UE n'est pas perçue dans les pays européens en tant qu'outil pour trouver une place dans la nouvelle répartition du travail et au sein de la nouvelle Europe, mais en tant qu'outil défensif. Il

est très difficile d'élaborer une politique étrangère, économique et de défense commune, trouver un compromis entre divers intérêts. Le problème numéro un consiste donc à concilier l'optique nationale et européenne avec l'optique mondiale.

Aleksander Smolar a également fait la remarque que la mondialisation était également un problème d'immigration, car il n'y a jamais eu autant de mouvements de population que maintenant. La position de l'Europe sur ce point est ambivalente. D'une part, pour des raisons démographiques l'Europe a besoin des immigrés pour que ceux-ci travaillent pour soutenir l'ancienne génération. D'autre part, l'Europe n'est pas un nouveau pays tel que les Etats-Unis, elle est la somme de pays anciens, qui ne sont pas prêts à s'adapter aux besoins des nouveaux immigrés. En Europe occidentale, la part en pourcentage des immigrés de première génération est aussi élevée qu'aux Etats-Unis, mais l'attitude envers eux est différente. Les USA, contrairement à l'Europe, sont prêts à s'adapter aux vagues successives de l'immigration. Et c'est justement ce qui alimente les différents mouvements populistes.

Les capacités politiques des Etats nationaux individuels sont également limitées par le marché global, car la mondialisation comprend également la mondialisation financière, ce qui réduit entre autres les possibilités fiscales disponibles des Etats-nations. Si les impôts sont trop élevés, le risque d'évasion des capitaux apparaît.

Que peut faire l'Europe ? Premièrement, elle ne peut pas faire ce qu'elle faisait jusque-là, à savoir réduire le budget européen. L'Europe ne peut non plus investir dans des secteurs aussi anachroniques que l'agriculture. Elle doit investir dans le développement des technologies nouvelles, elle doit favoriser l'intégration du potentiel industriel à l'échelle des continents, elle doit soutenir l'éducation. L'Europe peut être la clef pour trouver la solution aux problèmes, mais elle ne l'est pas encore pour l'instant.

« Faut-il alors reformer l'Europe, et concrètement reformer ses institutions politiques, afin qu'elle prenne un nouveau souffle grâce au nouveau modèle social, économique et mondial ? » - demandait Wawrzyniec Smoczyński.

Selon Michel Guenaire, le problème, c'est que nous construisons l'Europe, que l'on devrait aimer, de manière inadéquate. Les Européens sont concentrés sur eux-mêmes et ne voient pas le reste du monde dans lequel elle doit fonctionner aujourd'hui. Ils ne remarquent pas, non plus, les évolutions importantes apportées par la mondialisation. Premièrement, les Etats, écartés par la mondialisation, reviennent avec force avec la crise. Il s'agit de la Chine et de son capitalisme étatique, de la Russie, des Etats-Unis, de l'Iran. Deuxièmement, l'Union ne se rend pas compte du fait que les grands Etats construisent diverses zones de commerce libre d'une certaine manière à l'insu de l'Organisation Mondiale du Commerce, à laquelle ils font justement le pied de nez. L'Europe ne comprend pas dans quel monde elle vit. Elle est le cheval de Troie des règles de l'OMC et la Commission européenne retient le principe de la concurrence comme seul justifié. A titre d'exemple, Michel Guenaire a cité les opérateurs des télécoms: pour 250 millions d'habitants, il y en a 100 en Europe, alors qu'aux Etats-Unis ils sont au nombre de ... deux. « Comment cette centaine d'entreprises peut-elle entrer en compétition contre ces deux-là ? » - demandait-il.

A cela s'ajoute finalement le problème du pouvoir décisionnel politique. Toutes les instances communautaires ne sont que des instances de représentation. L'Europe a besoin, la stabilité fiscale mise à part, d'une autorité politique transparente ayant un vrai pouvoir de décision, ce n'est que de cette manière qu'elle pourra attirer des investisseurs, effrayés par ce « grenier politique ». A cet égard, M. Guenaire a présenté une proposition audacieuse de réforme des institutions politiques de l'Union, inspirée du conseil de sécurité de l'ONU: un conseil politique composé de six membres, dont deux permanents.

Aux côtés des membres permanents, quatre membres représenteraient 26 pays selon une répartition en zones géographiques. « Une telle Europe avec six décideurs réels et efficaces donnerait beaucoup plus de poids aux autres 26 membres ». Les citoyens auront confiance en une telle Europe et ne voudront pas voter sur les extrémistes ou les populistes.

En revenant à la menace du populisme, Wawrzyniec Smoczyński a posé la question du respect des droits de l'homme qui pourrait unir les partis du mainstream contre les risques apportés par le populisme anti-européen. « Pour les jeunes Européens, comme nous avons pu le voir dans le court métrage pendant le panel, les droits de l'homme sont un acquis évident, quelque chose de garanti. Ils ne parlent plus de guerres, mais d'études, du marché de l'emploi. Est-ce que les droits de l'homme, fondement de l'Europe, peuvent l'intégrer encore plus, faire en sorte que l'Union aille de l'avant non seulement en interne, mais également à l'extérieur de ses frontières ? ».

Selon Yves Berthelot, il faut continuer à défendre les droits de l'homme. De manière générale l'Union européenne le fait activement dans le monde entier, bien que certains doutes apparaissent. « J'ai vu au Bangladesh une Europe active, défendant ces droits. Mais j'ai également entendu lors de différents débats des hommes politiques dire que ces droits n'étaient plus une priorité. Pourquoi ? Parce que selon eux la question des droits de l'homme était une arme dans la lutte contre l'URSS et le bloc de l'Est, mais c'est désormais du passé ». Il faut cependant continuer à lutter pour les droits de l'homme, mais sans tomber dans l'excès et en parlant « d'eupérisation » des droits de l'homme. Leur respect est une autre question. Il suffit de citer l'exemple de la lutte des autorités russes contre les ONG recevant des subventions de l'étranger.

Deuxièmement, il s'agit non seulement de donner des leçons à ce sujet, mais également de donner l'exemple. Et ce, dans tous les domaines. Auparavant, on ne parlait que des droits civiques, ce n'est que dans les années 90 que l'on a commencé à se poser des questions sur les droits sociaux, économiques et culturels. Dans certains pays, les gens sont privés de leurs droits économiques, on confisque leurs terres et biens, en cas de protestation on les jette en prison, les torture, certains sont tués pour donner l'exemple. Cela concerne entre autres l'Inde, qui officiellement est un pays démocratique. Au Bangladesh, les gens avaient peur d'écouter parler des conditions esclavagistes de travail. L'activiste et défenseur des droits de l'homme connu a lancé à la fin du débat un appel à l'unité. « Nous devons agir ensemble, car nous avons la responsabilité commune, en tant qu'Etats, entreprises, organisations non gouvernementales, non seulement chez nous, mais dans le monde entier ». Ce n'est que de cette façon que ces valeurs deviendront mondiales et que l'Europe donnera son apport à la mondialisation. Cette « Europe conquérante et humaniste » dont parlait auparavant Bernard Nadoulek, en avouant que cela pouvait sembler « utopique ».

Discours de Maciej Witucki, Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie Française en Pologne, clôturant la première édition des „Entretiens de Varsovie”

Mesdames et Messieurs,

J'ai le grand honneur de récapituler l'évènement qui a eu lieu aujourd'hui. Je voudrais commencer par remercier tous les participants de nos Entretiens de Varsovie pour le temps consacré, la participation active aux débats, l'opportunité d'échanger des réflexions.

Il y a un an, lors de la visite du Président de la République Française François Hollande en Pologne, nous avons eu l'occasion en tant que Chambre de Commerce et d'Industrie Française en Pologne d'organiser le Forum Economique Franco-polonais. Le succès de cet évènement nous a poussé à rechercher une formule de rencontres cycliques au cours desquelles les Français et les Polonais auraient l'occasion de discuter du rôle de nos pays dans le monde d'aujourd'hui. Grâce aux membres de la Chambre qui ont participé aux entretiens à l'abbaye de Royaumont en France, nous avons trouvé l'inspiration de notre évènement – des Entretiens de Varsovie.



Se laissant guider par trois principes de base des Entretiens de Royaumont: liberté de parole, ouverture d'esprit et convivialité, nous avons pu discuter aujourd'hui de problèmes importants pour la France, l'Europe et le monde.

L'expérience française liée au secteur développé d'énergie nucléaire, au partenariat fort avec le Maghreb, à la démographie dynamique ainsi qu'à une société traditionnellement libérale et une économie stagnante peuvent sembler être quelque chose de lointain pour la Pologne.

Quant à la Pologne, elle demeure toujours pour l'Europe un grand point d'interrogation, avec ses préparatifs à l'extraction du gaz de schiste, son secteur énergétique traditionnel majoritairement basé sur le charbon, les défis liés au Partenariat Oriental, la population en décroissance, sa culture conservatrice et son économie qui continue à se développer malgré la crise.

Aujourd'hui, des personnes représentant deux mondes différents se réunissent au Château Royal. Mais la valeur ajoutée se forge justement à travers ces différences. La valeur des pays individuels pour une Europe unie donne une richesse de visions dont nous ne devons pas avoir peur.

Lors du panel-débat d'aujourd'hui, sans aucun doute celui où l'âge moyen des intervenants était le plus bas, nous avons pu voir combien différentes pouvaient être les visions de l'Europe. Les jeunes Polonais ont lancé un appel à la création d'une Union forte, mais dynamique, ouverte sur la mondialisation, ouverte sur la concurrence dure, mais également sur un débat dur p.ex. sur la bureaucratie européenne ou sur l'immigration.

Voici un exemple de confrontation intéressante de la jeune et de la vieille Union, tout en maintenant l'objectif commun qu'est la victoire de notre continent dans la compétition mondiale.

Royaumont et Varsovie se situent aux deux extrêmes géographiques de l'Union européenne. Chacun des deux pays est guidé par une vision différente de son fonctionnement. Deux visions, mais également deux poumons au sein d'un organisme unique qu'est l'Europe unie.

Comme l'a dit Jean Marie Cavada dans son appel vibrant à l'unité dans un monde globalisé – nous avons besoin d'une Europe forte ! Si nous voulons la création d'une Europe forte, attrayante pour 500 millions d'Européens, elle doit être une Europe du débat, une Europe d'idées nouvelles, et pas une Europe de fonctionnaires et de directives de la Commission sources d'anecdotes. C'est pourquoi nous avons besoin d'entretiens en France, à Varsovie, et demain à Kiev, Istanbul ou Rabat.

Paradoxalement, l'idée de l'Europe a été largement débattue lors de la deuxième vague de la crise. C'est justement l'aide pour l'Italie, la Grèce ou l'Espagne qui nourrissait le débat sur la forme et les valeurs de la nouvelle Europe. Aujourd'hui, lorsque les indicateurs des PIB ont légèrement augmenté, nous observons un manque d'intérêt dangereux pour la poursuite des réformes !

Je suis convaincu que les Entretiens de Varsovie s'inscriront de manière permanente dans le calendrier des relations franco-polonaises, devenant un événement cyclique de la CCIFP à la tête de laquelle j'ai le plaisir de me trouver. Bien sûr, étant un homme d'affaires, je voudrais que nos échanges mutuels d'idées remodelent la manière de penser des entrepreneurs français et polonais. Pour qu'ils n'aient pas peur de profiter de leurs expériences mutuelles. Mauvaises, mais surtout bonnes expériences.

Je voudrais vous remercier pour nos échanges, discussions, le temps passé ensemble aujourd'hui, lors de ces Entretiens de Varsovie.

Je remercie en particulier M. Jérôme Chartier pour nous avoir donné son idée „en franchise”, M. Aleksander Pocię, Sénateur de la République de Pologne, M. Christophe Dubus de Leroy Merlin Polska et M. Bertrand Jannet de Calan & Associés, qui m'ont « transmis par contagion » cette idée au printemps de cette année. Je remercie M. Pierre Buhler, Ambassadeur de France en Pologne et son épouse qui ont donné leur haut patronage et fourni un soutien très concret. Je remercie mes collaborateurs à la Chambre, Monika Constant et toute son équipe pour l'organisation de notre rencontre. Je ne pourrais oublier de remercier les nombreuses sociétés et institutions qui ont fourni leur soutien, entre autres les Employeurs de la République de Pologne /Pracodawcy Rzeczypospolitej Polskiej/, l'Association France-Pologne, le Centre de Civilisation Française.

Pour conclure, je voudrais dire que notre rencontre d'aujourd'hui constitue en quelque sorte l'inauguration du XXème anniversaire de la fondation de la Chambre de Commerce et d'Industrie Française en Pologne, dont les commémorations principales auront lieu en 2014. Merci pour avoir pu inaugurer notre fête de cette manière !

Récapitulation des Entretiens de Varsovie 2013

L'Europe – notre fierté

Comment est-elle, notre Europe commune ? Et comment devrait-elle être ? Est-ce désormais juste le « musée » d'une terre promise concentrée sur elle-même ? Ou alors, est-elle toujours une puissance politique et économique jouant les premiers violons dans un monde moderne, mondialisé ? Avons-nous toujours réellement besoin de l'Europe ? Les valeurs européennes communes, chéries tout au long de l'histoire millénaire du Vieux Continent, continuent-elles à

nous unir, ou sont-elles déjà un élément de discorde ? Avons-nous une politique européenne commune sur des sujets de société tels que l'emploi, le chômage, la retraite, la famille, l'émigration ? Quels sont les défis européens dans le domaine de l'environnement et de l'énergie ? L'Europe a-t-elle besoin d'une politique industrielle homogène ? La mondialisation peut-elle être une opportunité pour l'Europe ? L'Europe peut-elle continuer à s'intégrer, à s'élargir ? D'ailleurs, peut-on encore aimer l'Europe ?

Voilà juste quelques-unes des questions fondamentales posées lors de cette première édition des Entretiens de Varsovie. Les cinq panels, consacrés à des sujets à priori aussi différents que l'énergie, la démographie, l'industrie, la politique ou l'environnement, se sont à posteriori avérés liés à la même question de fond : à une tentative de définition de ce que l'Europe est aujourd'hui et de ce qu'elle pourrait devenir dans le futur. Que ce soient des intellectuels, des hommes politiques, des entrepreneurs ou des étudiants, des Européens, principalement polonais et français, qui prenaient parole devant l'auditoire (près de 200 personnes ont écouté les panelistes au Château Royal), chacun d'entre eux présentait sa propre vision de l'Europe, conformément à la devise des entretiens : « Redéfinir l'Europe ». Les visions étaient diversifiées, des plus pessimistes, présentant une Europe allant à la catastrophe économique et menacée d'extrémismes de toutes sortes, jusqu'aux scénarios optimistes et même, comme l'a constaté l'un des participants, „utopiques”, d'une Europe humaniste et conquérante, qui trouvera sa place dans le monde globalisé de nos jours. Le mot de « crise » revenait cependant dans toutes les interventions et dans tous les panels. Une crise de l'Europe elle-même, ou alors une crise que l'Europe peut et doit surmonter. Certains participants, les plus optimistes, rejetaient toutefois le mot de „crise” pour parler de „transformation inévitable”.

On a parlé d'une Europe – terre promise, on a même parlé de son „sex-appeal”, d'une Europe qui attire, impressionnante, toujours forte sur le plan politique et économique. D'un continent moderne, ouvert, rassemblant sous le drapeau de ses valeurs la majorité des 500 millions de ses citoyens. L'Europe a été qualifiée de « grand projet », non seulement historique, mais également un projet d'avenir. On a cité des exemples de succès incontestables que l'Europe remportait et continue à remporter, de la propagation des droits de l'homme aux projets aérospatiaux communs, de la politique familiale dont la France est le champion au secteur des services. Sans parler du projet formidable, historique et politique qu'a été l'élargissement aux dix pays de l'Europe de l'Est, il y a dix années de cela, abolissant la logique de partage du Vieux Continent après la guerre.

La majorité des débats concernait cependant la manière dont l'Europe devait éviter les scénarios négatifs, c'est-à-dire une explosion qui en ferait un « nain » politique et économique face aux autres puissances, en particulier face aux nouvelles puissances asiatiques. Le seul fait de réfléchir sur cette question supposait que l'Europe se trouvait en situation de crise, stagnation et impuissance et que les européens tournaient le dos à l'Union européenne. Car même si l'Europe représente un quart du PIB et du commerce mondial, elle compte également 84 millions de personnes vivant dans la pauvreté et 26 millions de chômeurs, ce qui signifie que 100 millions de personnes pauvres vivent sur le continent qui nourrit l'ambition d'être la première puissance économique au monde. Le chômage massif n'est pas le seul problème de l'Europe. Une politique d'austérité rigoureuse, incompréhensible pour les citoyens, la crise de l'euro, la bureaucratie paralysante, le système bancaire dépravé selon certains, augmentent l'abîme qui sépare les élites pro-européennes et les nations indignées, qui se laissent de plus en plus tenter par les populistes anti-européens (on a entendu des avertissements que les populistes et nationalistes, tels que p.ex. le Front National français de Marine Le Pen, pourraient obtenir jusqu'à 25% des voix aux prochaines élections au Parlement européen). Du fait de l'égoïsme des différents Etats, la politique étrangère manque de pensée stratégique commune, en particulier concernant les relations avec la Russie. Bien qu'un nouvel élargissement comprenant p.ex. l'Ukraine et la Turquie, semble impossible dans un horizon proche, l'Union européenne n'a pas d'idée comment proposer ne serait-ce qu'une offre d'adhésion partielle à ces pays, se limitant au cadre de la politique de voisinage ou du Partenariat Oriental. Pourtant,

la signature d'un accord de libre échange commercial avec la Russie ne semble pas être quelque chose d'extravagant, sauf que l'Union n'y pense pas. Alors qu'elle aurait dû réfléchir sur ce qui pourrait être fait dans ce domaine à long terme, dans un horizon de 50 ans.

Concernant le commerce, l'Europe s'essouffle déjà dans sa course contre la Chine, on réfléchit à une politique industrielle homogène, cependant selon la majorité des panelistes celle-ci est impossible et se limite à des questions de régulation. La « désindustrialisation » de l'Europe suit son cours, ce à quoi contribue justement la Chine, alors que l'esprit d'entreprise et les innovations des sociétés en Europe sont bridées par toute une série de réglementations européennes. Raisonnant en catégories étatistes et centrales dans le domaine de la politique de l'énergie et du climat, l'Europe perd la bataille, se concentrant sur des discussions hystériques, p.ex. autour du gaz de schiste. En conséquence de tout cela, il est possible qu'aucun pays membre de l'Union européenne ne fasse partie du groupe G8 d'ici 30 ans.

La liste des problèmes de l'Europe semblait très longue. Quelles recettes proposait-on afin que l'Europe sorte de la crise, attrape un nouveau souffle et soit aimée ?

Certains participants parlaient de solidarité et d'unité, qui devront mettre fin aux égoïsmes nationaux des différents pays. Le besoin de créer des institutions adéquates, une sorte de « gouvernement européen » ayant un pouvoir politique et décisionnel réel, a été exprimé. L'un des panelistes proposait même le modèle d'une institution européenne inspirée de l'ONU, avec deux membres permanents et quatre par rotation. L'unité politique efficace mise à part, des actions communes sur le plan économique et social sont également nécessaires. Il faut en finir avec les « débats sans fin » au nom du politiquement correct et des principes fondateurs de l'Union européenne, sur lesquels par ailleurs certains participants ont proposé de commencer à fermer l'œil. On devra miser sur la compétitivité, l'innovation et l'esprit d'entreprise, plutôt que de multiplier des réglementations et contraintes légales liant les mains aux entreprises, ou de se limiter au protectionnisme que l'Europe pratique malgré son discours libéral de façade. L'un des participants a constaté que l'Union européenne devait cesser les pratiques actuelles consistant à réduire le budget européen tout en investissant dans des domaines aussi anachroniques que l'agriculture. Elle devra également comprendre que les questions sociales, et en particulier la politique familiale, y compris là où se situent ses points de contact avec la politique économique et le monde des affaires, constituent l'une des priorités absolues et des sujets politiques de premier plan. Comprendre, que l'Europe vieillissante devra faire face à de nouveaux défis démographiques. Concernant la politique dans le domaine de l'énergie et du climat, elle devra bien évidemment mettre en œuvre un modèle de développement durable, mais il lui faudra changer la manière de penser – ce qui ne concerne d'ailleurs pas uniquement ce domaine-là – elle devra s'orienter vers les investissements, la recherche et le développement. A cet égard, on devra soutenir les petites et moyennes entreprises, qui donneront des emplois à l'Europe. L'éducation devrait miser sur les filières techniques, car les accents dans ce domaine ne sont actuellement pas mis de manière adéquate.

Les investissements, l'innovation et la flexibilité, voici les principales recommandations des participants aux débats. La bureaucratie, la lourdeur, l'impossibilité de s'adapter aux transformations au sein du monde globalisé – voici les barrières auxquelles est confrontée la « vieille » Europe, qui devra devenir une « nouvelle » Europe.

De manière générale, on a été d'accord que la mondialisation ne devait pas forcément être une menace, mais qu'elle pouvait constituer un défi et une opportunité pour l'Europe. Le Vieux Continent saura-t-il cependant en profiter ? Il résultait des débats que l'expression „Vieux Continent” n'était déjà plus d'actualité et que l'on devra cesser d'avoir un tel état d'esprit, car l'Europe doit renaître. D'où la devise de la première édition des Entretiens de Varsovie: réinventer l'Europe. Car l'Europe mérite que l'on y croie. Tous les participants étaient d'accord là-dessus, prêts à confirmer que „l'Europe est notre fierté”.